



Synthèse des activités

2001 – 2002

Le CERISIS-UCL travaille dans le cadre de l'Objectif 1 Hainaut avec le soutien du Fonds social européen, de la Région wallonne, de la Communauté Wallonie-Bruxelles, des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles et de l'Union Européenne.

Table des matières

Introduction.....	3
1. <i>Les objectifs du CERISIS-UCL</i>	3
2. <i>Orientations du travail du CERISIS-UCL.....</i>	3
Premier domaine	7
Régulation et inégalités, Transformation du métier d'enseignant, Enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires	
1. <i>Régulation et inégalités.....</i>	10
2. <i>Transformation du métier d'enseignant.....</i>	15
3. <i>Enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires</i>	21
4. <i>Publications, communications.....</i>	23
5. <i>Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages</i>	30
6. <i>Autres activités au sein de l'UCL.....</i>	31
Deuxième domaine.....	33
Insertion durable	
1. <i>Présentation des travaux scientifiques.....</i>	35
2. <i>Apports sociaux et pédagogiques</i>	47
3. <i>Partenariat</i>	49
4. <i>Publications, communications.....</i>	50
5. <i>Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages</i>	57
Troisième domaine.....	59
Economie sociale	
1. <i>Analyse socio-économique du champ des services de proximité</i>	61
2. <i>Analyse de la performance des entreprises sociales</i>	67
3. <i>Analyse des partenariats des initiatives de développement local et de quartier.....</i>	71
4. <i>Analyse comparative des dynamiques d'économie sociale au Nord et au Sud</i>	74
5. <i>Publications, communications.....</i>	74
6. <i>Direction de thèses</i>	83
Présentation de l'équipe CERISIS.....	85
Publications	87
Renseignements pratiques.....	90

INTRODUCTION

Le CERISIS-UCL Objectifs et orientations

1. Les objectifs du CERISIS-UCL

En 1995, l'Université Catholique de Louvain a mis en place, pour le long terme, un centre de recherche interdisciplinaire en sciences humaines. Ce centre fut installé en Hainaut, région confrontée à des difficultés économiques, sociales et culturelles majeures mais fortement orientée vers son développement.

Vu cette implantation, le CERISIS-UCL s'est donné pour but l'analyse scientifique, d'une part, des mécanismes qui participent au maintien des diverses inégalités entre les groupes et les individus et, d'autre part, des processus qui sont susceptibles de surmonter ces situations. Il s'agit donc de produire des connaissances scientifiques pouvant contribuer, au travers d'une éthique liée à la justice sociale, au développement d'une société porteuse de cohésion et de solidarité.

2. Orientations du travail du CERISIS-UCL

2.1. Savoir scientifique et pertinence sociale

La mise en œuvre d'une articulation entre pertinence scientifique et éthique sociale demande, dans le déroulement d'une recherche, de travailler à partir de plusieurs points de repère. Voici comment le Cerisis tente de construire le lien entre ces deux registres.

- La première étape concerne le choix et la définition de son objet. Ce choix s'opère, d'une part, par référence aux demandes des commanditaires de la recherche (sources de financement) et aux questions et expériences des acteurs de terrain. D'autre part, il intègre les acquis scientifiques en la matière

notamment en structurant la problématique théorique et le modèle de recherche. Cette étape montre combien les liens entre demande sociale et démarche scientifique peuvent être étroits. C'est là que les orientations éthiques prennent place, qu'elles sont susceptibles de fournir à la recherche une pertinence sociale.

- Une fois l'objet de recherche construit, sa réalisation s'opère au travers d'une succession d'outils épistémologiques, méthodologiques et techniques. Le cadre d'analyse est élaboré, l'échantillon est construit, le recueil de données opéré et les résultats sont analysés. Cette étape ne peut se développer qu'à l'intérieur d'un cadre qui lui garantisse une autonomie maximale, où les biais (c'est-à-dire, le fait d'observer ce qu'on voudrait et non ce qui est) sont identifiés et réduits. C'est pourquoi, la dissociation du scientifique et de l'acteur du terrain ou du politique est indispensable afin de se tenir à distance des demandes de justification et des enjeux de légitimation. Plus l'enjeu est important dans l'agenda social et politique des acteurs concernés, plus l'autonomie du travail scientifique et le rapport libre et rationnel de la science à son « sujet-objet » seront nécessaires.
- Mais si l'autonomie des chercheurs est une condition indispensable dans la phase centrale de la recherche, elle perd de sa puissance lorsque les résultats sont, dans une troisième étape, restitués dans le champ de l'action. En effet, les paramètres maîtrisés dans une recherche sont très limités par rapport à l'ensemble des paramètres à prendre en compte soit pour comprendre la totalité d'une action sociale, soit pour effectuer des choix liés à l'action. Il peut être utile de discuter et d'élaborer avec les acteurs des grilles d'analyse leur permettant d'évaluer et de critiquer les effets de leurs actions et ce, pour qu'ils puissent élaborer leurs choix en bénéficiant de cet éclairage. Il peut être utile également qu'une recherche soit suivie de recommandations mais la relation entre les résultats de la recherche et les recommandations n'a pas le statut de démonstration et de légitimité scientifique.

2.2 Les domaines de travail

Avec une équipe constituée d'économistes, de psychologues sociaux et de sociologues, le Cerisis – Ucl s'investit dans trois domaines de recherche.

- Premier domaine : les questions liées à l'enseignement. Les problématiques portent sur la régulation des espaces locaux, sur la production des inégalités et leurs conséquences, sur les transformations des modèles pédagogiques concernant les pratiques et les rôles des enseignants, des élèves, des parents. Chaque problématique est appréhendée dans un contexte en profond changement.
- Deuxième domaine : les questions liées à l'insertion sociale et professionnelle. L'analyse est centrée sur les processus de construction de l'identité sociale valorisée ou dévalorisée par rapport à divers contextes. Les terrains qui font l'objet d'études concernent notamment les processus de formation, les mécanismes liés à la primo insertion professionnelle de jeunes peu qualifiés,

PREMIER DOMAINE

Régulation et inégalités Transformation du métier d'enseignant Enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires

Sommaire

1. Régulation et inégalités	10
1.1. Les recherches	10
1.2. Les apports sociaux et pédagogiques	13
1.3. Les partenariats	14
1.4. Les perspectives 2003	15
2. Transformation du métier d'enseignant	15
2.1. Les recherches	16
2.2. Les apports sociaux et pédagogiques	18
2.3. Les partenariats	19
2.4. Les perspectives 2003	20
3. Enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires.....	21
3.1. Les recherches	21
3.2. Les apports sociaux et pédagogiques	22
3.3. Les partenariats	22
3.4. Les perspectives 2003	23
4. Publications, communications	23
5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages.....	30
6. Autres activités au sein de l'UCL.....	31

Le travail de l'équipe enseignement du Cerisis se caractérise par un champ privilégié, l'enseignement obligatoire. La majorité des recherches s'ancre dans trois problématiques :

- l'analyse des processus de régulation des espaces locaux ;
- l'analyse des processus qui produisent les diverses formes d'inégalités ainsi que leurs conséquences ;
- l'analyse des transformations des légitimités, des représentations et des pratiques des acteurs (enseignants, responsables d'établissement, familles) liées aux changements en cours.

Sur cette base, il est possible d'éclairer, dans un contexte de profond changement, les débats sociaux auxquels participent des acteurs locaux.

L'équipe de recherche se donne comme mission de contribuer à l'accumulation des connaissances scientifiques. Elle vise également à être pertinente pour le choix des décideurs ainsi que pour les acteurs locaux et sociaux. C'est pourquoi les recherches ont pour ambition de proposer aux acteurs de nouvelles grilles de lectures des situations qu'ils jugent préoccupantes ou en changement. Dans cette perspective, l'équipe de recherche tente d'initier de nouvelles formes de coopération entre ces acteurs et les chercheurs.

Par ailleurs, elle tente de développer le caractère interdisciplinaire de la démarche de recherche, puisque l'équipe est composée de chercheurs de deux disciplines (sociologie et psychopédagogie) combinant par ailleurs deux méthodes (quantitatives et qualitatives).

Durant les sept premières années de son existence, l'équipe enseignement a évolué. Outre le fait qu'elle a progressivement précisé la nature de ses relations aux acteurs et de ses démarches interdisciplinaires, elle s'est implantée en Hainaut, a gagné la confiance des acteurs de cette province et, sur base des recherches menées sur ce terrain, a acquis une réputation qui lui a permis de se voir confier des recherches portant sur l'ensemble de la Communauté française et d'établir des relations de travail avec d'autres équipes de recherche, belges ou étrangères.

Aux premières recherches de nature plus globalisante, destinées à cerner le contexte et à dégager des problématiques, succèdent maintenant des recherches plus pointues portant précisément sur certaines de ces problématiques.

Les recherches de l'équipe enseignement se structurent autour de trois thématiques :

1. régulation et inégalités ;
2. transformation du métier d'enseignant ;
3. enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires.

1. Régulation et inégalités

Comme l'indique l'intitulé de cet axe de recherche, l'équipe enseignement tente d'articuler dans ses analyses la problématique des inégalités scolaires et celle des régulations à l'œuvre dans le système scolaire. Cette articulation est mise en oeuvre à travers des recherches complémentaires ayant chacune leur spécificité. Certaines recherches privilégient l'analyse des régulations tandis que d'autres étudient en priorité les inégalités. De même, certaines recherches ont une portée propositionnelle tandis que d'autres développent une analyse des situations existantes. Enfin, les recherches mobilisent à doses différentes les approches qualitatives et quantitatives. Toutes concourent cependant à la construction progressive d'une analyse permettant de comprendre comment les processus producteurs d'inégalités se renouvellent dans des systèmes éducatifs dont les modes de régulation sont en transformation.

1.1. Les recherches

1.1.1. *Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités*

Le projet européen, intitulé « Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités dans les systèmes d'éducation : une comparaison européenne », s'étend sur les années 2001 à 2004. Huit équipes de recherche, provenant de cinq pays (France, Grande-Bretagne, Hongrie, Portugal et Belgique) sont associées pour combiner approche nationale et comparaisons internationales. En Belgique, c'est la Communauté française qui est analysée et les équipes du Cerisis et du Girsef qui sont chargées de cette tâche.

En tenant compte des spécificités nationales comme des facteurs d'évolution communs, un premier objectif de la recherche a été de cerner les évolutions des modes de régulation dans les différents contextes nationaux et d'évaluer l'hypothèse d'une convergence au niveau européen. Ensuite, sur base de l'hypothèse de l'importance accrue des espaces locaux dans les modes de régulation des systèmes éducatifs, l'objectif consiste à comprendre comment les nouveaux modes de régulation contribuent à redéfinir la manière dont des acteurs locaux problématisent, construisent, gèrent ou non la question des hiérarchies et inégalités scolaires. Pour ce faire, trois axes de recherche sont développés :

- l'étude des espaces scolaires locaux de concurrence et/ou de coopération entre établissements, sous l'angle des interdépendances et hiérarchies entre établissements, ainsi que des logiques d'action de leur équipe de direction,
- l'étude des instances de régulation intermédiaires (autorités publiques territoriales ou organes de concertation) et des acteurs d'interface dont le rôle est de contribuer à réguler les dynamiques locales,
- l'étude des logiques d'acteurs et des modes d'agir collectifs dans les établissements scolaires.

Le Cerisis est en charge du premier axe et, avec le Girsef, du deuxième. Le terrain choisi a été celui de Charleroi. Dans le cadre du premier axe, les analyses sont à la

fois quantitatives (analyses des données collectées à propos des trajectoires d'élèves, voir point 1.1.4.) et qualitatives (entretiens avec 22 chefs d'établissements). Dans le cadre du deuxième axe, les analyses sont essentiellement qualitatives et reposent sur des entretiens et des observations ; le Cerisis est plus particulièrement en charge de l'analyse des régulations propres au réseau de la Communauté française et à la commune de Charleroi, ainsi que d'une monographie consacrée à la programmation de l'offre d'enseignement au sein de l'enseignement non confessionnel.

1.1.2. Régulation des espaces locaux d'interdépendance

La recherche « Régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental », financée par la Communauté française sous l'égide du Ministre de l'Enfance, s'étend sur une durée d'un an et demi et se clôture en mai 2003. Elle s'inscrit dans une réflexion menée de longue date par l'équipe enseignement du Cerisis à propos du développement de dispositifs de régulation « méso » susceptibles de contrer certains processus de ségrégation et d'inégalité, venant ainsi compléter les politiques de discriminations positives, de type compensatoire.

L'objectif de cette recherche est d'effectuer une analyse précise des dispositifs « méso » existant, de la manière dont ils fonctionnent et contribuent au développement ou à la réduction des phénomènes d'inégalité et de ségrégation, ainsi que des conditions à réunir pour que de tels dispositifs soient efficaces sur ces matières. Pour ce faire, nous avons sélectionné comme terrain de recherche le bassin scolaire de Charleroi, espace local urbain composé de populations socialement hétérogènes. L'analyse des multiples lieux formels et informels d'échange, de concertation et de négociation entre les membres d'établissements différents présents dans l'espace local étudié se fonde sur des entretiens et des observations de réunion. Quant aux analyses de la réalité des inégalités et des ségrégations, elle repose sur des données statistiques.

La recherche s'intéresse particulièrement aux représentations qu'ont les diverses catégories d'acteurs des phénomènes de ségrégation et d'inégalités, aux processus formels et informels de traitement des questions d'interdépendance entre écoles, aux questions de définition des territoires au sein desquels les dispositifs de régulation travaillent ou devraient travailler, et au fonctionnement concret des instances de concertation les plus significatives.

1.1.3. Structuration des relations entre familles défavorisées et enseignement préscolaire

La recherche « Structuration des relations entre familles défavorisées et enseignement préscolaire », financée par la Communauté française sous l'égide du Ministre de l'Enfance a pris fin en 2002. Cette recherche avait pour objectif d'examiner comment se structurent les relations entre des familles issues de milieux défavorisés et les personnels éducatifs de l'enseignement préscolaire. Si la méthodologie adoptée a principalement été qualitative, cette recherche a cependant également été l'occasion d'examiner les taux d'inscription à l'école maternelle d'un point de vue statistique.

Pour examiner la question de la structuration des relations, nous avons sélectionné six écoles diversifiées en termes de localisation (urbaine, semi-urbaine, rurale), en termes de taux de ressortissants immigrés et en termes d'homogénéité socioculturelle du public. Au sein de chacune de ces écoles, des entretiens qualitatifs ont été menés auprès des chefs d'établissements, des instituteurs et des parents d'élèves. Des entretiens ont également été menés auprès de diverses personnes ressources (ATD Quart-Monde, écoles de devoirs, Aide en Milieu Ouvert, ...).

La recherche a permis de mettre en évidence une série de facteurs organisationnels qui facilitent ou rendent difficile la relation. Elle a également permis de décrire de manière systématique le type de codes de langage et de repères interprétatifs utilisés par les parents défavorisés pour évoluer dans le monde scolaire. La distance existant entre ces repères domestiques et les repères des professionnels de l'éducation permet de mieux comprendre pourquoi ces deux groupes sociaux ont souvent des difficultés à communiquer efficacement. Une typologie comprenant quatre types de relations a été construite à partir des matériaux. Les quatre postures relationnelles identifiées sont la lutte, la collaboration, le repli et la distanciation. Dans la partie conclusive du rapport de recherche, les chercheurs ont élaboré une série de pistes propositionnelles pour l'action.

1.1.4 Analyse des trajectoires scolaires

En l'absence de bases de données permettant de suivre les trajectoires scolaires des élèves en Communauté française, le Cerisis a décidé de constituer, avec l'aide de tous les réseaux d'enseignement du bassin scolaire de Charleroi, une base de données exhaustive pour cette région, reprenant les quelque 30.000 élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire au sens large (en ce compris l'enseignement spécial, les CEFA et l'apprentissage).

Chaque année donc, depuis l'année scolaire 94-95 jusqu'à l'année scolaire 00-01, les informations concernant les caractéristiques des élèves (date de naissance, sexe, lieu de résidence et nationalité) et leur situation scolaire précise (y compris la grille horaire) ont été collectées auprès des écoles et standardisées. Les bases de données de chaque année scolaire ont ensuite été unifiées via un identificateur commun. Les trajectoires scolaires peuvent ainsi être suivies sur une durée maximale de sept ans.

Une première étude, basée sur les deux premières années, a été publiée en juin 1997. Depuis lors, la base de données a été mobilisée dans le cadre de plusieurs recherches mais aussi à des fins de traitement plus spécifiques en vue d'articles, d'indicateurs statistiques ou de communications orales.

1.1.5 Détermination des indicateurs permettant d'établir la liste des écoles en discrimination positive

A trois reprises, le Cerisis a été impliqué dans des recherches visant à permettre la sélection des écoles susceptibles de bénéficier des mesures de discrimination positive. L'objectif de ces recherches est donc directement opérationnel : il s'agit d'établir une méthode de calcul respectueuse du décret, fiable et compréhensible, sur base des données statistiques disponibles.

La Communauté française de Belgique a publié en 1998 un décret précisant les modalités de répartition des moyens attribués dans le cadre de la politique de discriminations positives. Ce décret stipule que les écoles retenues seront celles qui accueillent une proportion importante d'élèves résidant dans des quartiers défavorisés. L'enjeu de la recherche commandée à trois centres de recherche francophones (le Cerisis-UCL, le Service de pédagogie expérimentale, de l'ULg, et l'Institut de gestion de l'environnement et de l'aménagement du territoire, de l'ULB) était donc d'établir une formule permettant de caractériser au mieux les quartiers et, sur cette base, les écoles.

Après la première recherche, terminée en mai 1999, deux recherches de plus faible ampleur, toujours avec les mêmes partenaires, ont été réalisées en vue d'actualiser les indicateurs. La seconde de ces recherches a dû tenir compte des modifications apportées au décret et, en conséquence, modifier la structure des indicateurs retenus.

La première étude s'est basée sur l'utilisation de la nouvelle base de données (98-99) de la Communauté française reprenant les informations individuelles concernant chacun des quelque 830.000 élèves de la Communauté. Cette base de donnée a été mobilisée à plusieurs reprises dans le cadre d'autres recherches ou pour des analyses plus ponctuelles. Elle permet notamment de traiter la question des relations entre lieux de résidence et de scolarisation ainsi que la question des ségrégations et des inégalités.

1.2. Les apports sociaux et pédagogiques

Les recherches portant sur les régulations des espaces locaux ont donné lieu à plusieurs interventions auprès de responsables du système d'éducation, que ce soit au niveau de la Communauté ou au niveau local. Ces interventions ont été nettement plus fréquentes dans le réseau libre que dans les autres réseaux. Dans l'enseignement catholique, le Cerisis a notamment été associé aux travaux de l'une des commissions préparatoires du Congrès de l'enseignement catholique (celle qui traitait de la solidarité et de la dualisation). A travers ces interventions, s'est diffusé progressivement le concept de bassin scolaire, dont certains acteurs (politiques et de réseaux) se sont saisis, estimant pertinent de développer au niveau méso des instances de régulation capables d'intervenir efficacement dans un système local fortement régulé par les mécanismes de libre choix et de concurrence.

Les recherches portant sur les discriminations positives ont permis aux décideurs de déterminer la liste des écoles pouvant bénéficier de discriminations positives. Des interventions complémentaires ont été effectuées auprès de certains acteurs qui voulaient mieux comprendre comment avait été calculé l'indice.

Dans la foulée de la recherche familles défavorisées-écoles maternelles et sur base de ses résultats, une recherche action a été commandée par le Ministre de l'enfance J-M Nollet auprès de l'Ecole des Parents et des Educateurs. Les chercheurs du Cerisis – Ucl participent au comité d'accompagnement de cette recherche-action. Par ailleurs les résultats de cette recherche ont été communiqués par écrit et oralement au comité chargé des assises pour l'égalité ainsi qu'à divers acteurs et instances du monde scolaire (directeurs, enseignants, conseillers pédagogiques,

assistants sociaux, éducateurs et agents PMS). Ces communications orales ont complété une large diffusion d'une plaquette de 140 pages tirée initialement à 600 exemplaires et prochainement rééditée à 900 exemplaires.

Globalement, les recherches menées à propos des inégalités et des régulations ont servi de repères pour la participation du Cerisis au groupe de travail qui, au sein de l'UCL, a été chargé par le Recteur de rédiger un rapport à propos de la démocratisation de l'université. Dans la foulée de ces travaux, le rectorat a souhaité associer le Cerisis au Conseil de l'enseignement secondaire, récemment mis sur pied au sein de l'UCL afin de réfléchir et d'agir à propos des relations entre l'université et l'enseignement secondaire.

1.3. Les partenariats

1.3.1. Avec des acteurs

La recherche « familles défavorisées - écoles maternelles » a été suivie par un comité d'accompagnement constitué en concertation avec le cabinet du Ministre commanditaire de la recherche, J-M Nollet, et composé notamment d'inspectrices et de la directrice de l'AGERS. Plusieurs présentations des résultats intermédiaires ont par ailleurs été faites devant les membres du cabinet au cours de demi-journées de travail auxquelles était associé le GIRSEF. Après communication des résultats, le Cerisis a été intégré dans le comité d'accompagnement de la recherche-action devant produire un dépliant d'information et concevoir des dispositifs de formation-intervention dans les écoles.

Dans le cadre de la recherche « Régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental », les acteurs (direction, inspection, PO, syndicat, agent PMS,...) rencontrés une première fois dans le cadre d'interviews ou d'observations, ont été invités à des réunions où, sur base d'une présentation de nos résultats, ils avaient l'occasion de communiquer leurs réactions.

Ponctuellement, pour les recherches « changement des modes de régulation et production sociale des inégalités » et « analyse des trajectoires », le comité d'accompagnement inter-réseaux constitué à Charleroi depuis la création du Cerisis (et composé d'un ou deux représentants des pouvoirs organisateurs ou directions de chaque réseau) a été consulté.

1.3.2. Avec des scientifiques

La recherche sur les discriminations positives a été menée en collaboration avec deux équipes de recherche :

- le Service de pédagogie expérimentale (ULg) ;
- l'Institut de gestion de l'environnement et de l'aménagement du territoire (ULB).

Le Cerisis est associé à sept autres centres de recherche dans le cadre de la recherche européenne sur la régulation et les inégalités :

- Girsef, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (Christian Maroy)

- Observatoire Sociologique du Changement, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris (Agnès Van Zanten)
- Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles, Université de Lille 1, Lille (Lise Demailly),
- London Institute of Education, Londres (Stephen Ball),
- School of Education, King's College, Londres (Diane Reay),
- Institute of Sociology and Social Policy, Eötvös Lóránd University, Budapest ((Iván Bajomi),
- Unidade I & D Ciencias da Educaçao, Universidade de Lisboa, Lisbonne (Joao Barroso),

Le Cerisis est par ailleurs associé au Réseau d'Analyse Pluridisciplinaires des Politiques Educatives (RAPPE), composé de chercheurs européens (majoritairement du monde francophone) et réalisant un séminaire de travail tous les six mois.

Le Cerisis a également tissé des liens avec trois centres de recherche des pays du Sud : l'Université d'Etat à Haïti ; le CIDE et le PIIE au Chili. Bernard Delvaux a effectué dans ces deux pays un séjour d'une dizaine de jours.

1.4. Perspectives 2003

Finalisation des deux recherches en cours :

- pour la recherche européenne, sont notamment prévues la participation au colloque organisé par le Girsef et la rédaction d'articles dans la revue Recherches sociologiques ;
- pour la recherche « régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental », projet de publication d'articles et suivi selon les axes d'action que définira la cabinet du Ministre..

Deux projets ont été déposés :

- un projet de recherche visant à proposer un système structuré d'indicateurs à propos de l'enseignement en Communauté française ; ce projet a été déposé avec 5 autres centres de recherche : le Girsef à l'UCL, deux centres de l'ULG, un centre à l'ULB et à l'UMH.
- un projet sur les trajectoires et la transition primaire-secondaire, déposé conjointement par l'ULg (Service de Pédagogie Expérimentale) et le Cerisis-UCL auprès du Ministre de l'Enfance. Cette recherche qui débiterait à la mi-2003 consisterait, pour le Cerisis-UCL, à réaliser une analyse des politiques internes et externes des écoles primaires qui sont susceptibles de peser sur le choix de l'école secondaire et sur les premiers pas de la trajectoire des élèves dans le secondaire et ce, au-delà des déterminismes sociaux, culturels et économiques liés à la position des familles.

2. Transformation du métier d'enseignant

En raison des évolutions sociales et des réformes politiques, le métier d'enseignant est en cours de transformation, non seulement dans le contenu des tâches, mais

aussi en matière d'identité professionnelle ainsi que de mode de régulation et de contrôle du travail enseignant. C'est pourquoi nous avons développé des recherches visant d'une part à comprendre la transformation des légitimités pédagogiques et d'autre part à cerner les moyens par lesquels une régulation est possible. Pour gérer le changement des pratiques enseignantes, la formation semble un moyen privilégié. Deux recherches portent sur l'impact que peut avoir une formation mais aussi sur les conditions nécessaires pour qu'un impact soit possible.

2.1. Les recherches

2.1.1. Effet miroir, controverse et démarche réflexive dans une équipe d'enseignants

Dans certains cas, une régulation passe par un changement de représentation. Or, selon plusieurs auteurs, les interactions sociales permettraient au sujet de se décentrer par rapport à son propre point de vue et de prendre conscience d'autres points de vue. Sur base de ces constats, une recherche a expérimenté un dispositif d'intervention suscitant dans certaines conditions des interactions sociales porteuses de conflits cognitifs et donnant l'occasion aux enseignants de prendre du recul et de se questionner par rapport à leurs conceptions, leur pratique quotidienne et à celles de leurs collègues.

Deux éléments clés caractérisent ce dispositif : d'une part, le renvoi en miroir des opinions de l'enseignant et de celles de ses collègues via l'analyse des chercheurs ; d'autre part, la controverse qui suppose la présence d'idées incompatibles, la confrontation entre ces idées, l'argumentation de son point de vue et la recherche d'un accord autre que le compromis. Ce dispositif a été mis en place avec deux équipes d'enseignants de deux écoles secondaires différentes confrontées au soutien des élèves en difficulté d'apprentissage.

Dans chacune des deux écoles, le travail s'est déroulé en 3 étapes : 1/ des entretiens avant les réunions afin de connaître les représentations et pratiques des enseignants par rapport au soutien des élèves en difficulté d'apprentissage et par rapport à leurs collègues ; 2/ quatre réunions comportant les éléments évoqués ci-dessus, et retranscrites afin d'identifier les conflits socio-cognitifs et d'analyser le type d'intervention des enseignants, la nature de l'argumentation utilisée et le mode de résolution du conflit ; 3/ des entretiens suite aux réunions afin de connaître les effets de celles-ci sur l'enseignant et sur l'utilité.

Les résultats de cette recherche psychopédagogique indiquent notamment que la prise de recul qui a lieu chez certains enseignants a des impacts sur leurs représentations de leurs collègues, sur leurs conceptions et pratiques du soutien des élèves en difficulté d'apprentissage. La spécificité des retombées suivant les enseignants ressort également. Elle tient notamment à des facteurs liés au dispositif (conditions développées préalablement, type de problème, ...), à la personne (ses attentes, son rapport aux collègues,...) et au contexte (fréquence de partage de pratiques, moment des réunions,...).

2.1.2. L'évaluation des formations continuées des enseignants du fondamental

L'équipe enseignement du CERISIS-UCL a été chargée par la FoCEF (organisme de formation continuée des personnels de l'enseignement fondamental) d'évaluer ses actions de formation pour l'année 2000-2001. Plus précisément, la demande d'évaluation portait sur les formations ayant de près ou de loin à voir avec le nouveau « programme intégré adapté aux socles de compétences » de l'enseignement fondamental catholique. La FoCEF souhaitait, grâce à cette évaluation, faire évoluer son offre de formations en rapport avec le programme intégré.

La recherche a donc visé à mettre en évidence l'impact de ces formations non seulement sur l'appropriation et la mise en œuvre du programme intégré dans les pratiques des enseignants concernés mais également sur leurs représentations et attitudes par rapport au programme. Pour comprendre davantage les raisons pour lesquelles la formation a eu (ou n'a pas eu) un impact, l'analyse prend en compte un certain nombre de variables « filtres » autres que les formations elles-mêmes, telles certaines caractéristiques de l'enseignant (âge, pratique antérieure du programme intégré, etc.), son rapport à la formation (engagement volontaire ou vivement recommandé), et certaines caractéristiques de l'école dont il provient et dans laquelle il sera amené à mettre en œuvre ses acquis de formation.

Cette recherche a commencé en 2000-2001. Sa poursuite en 2001-2002 nous a permis d'affiner les questionnaires des participants et des formateurs. Un travail avec les animateurs pédagogiques a ainsi été réalisé afin de trouver des indicateurs permettant de définir ce qu'on entendait par « impact du programme intégré » .

En 2000-2001 et en 2001-2002, plus de 100 formations de la FoCEF relatives au programme intégré ont été évaluées sur base de deux questionnaires :

- un questionnaire fermé, envoyé chaque année à quelque 2.000 enseignants ayant participé à l'une de ces formations, dans un délai de 1 mois ½ après la formation ;
- un autre questionnaire fermé, envoyé aux formateurs de chaque formation; leurs réponses à ce questionnaire permettent de mieux caractériser la formation qu'ils ont animée et leur profil en tant que formateur ; l'objectif est de préciser le dispositif de formation afin de différencier l'impact des formations suivant leurs caractéristiques respectives telles que la méthode utilisée, les contraintes auxquelles le formateur a été confronté, etc.

2.1.3. Régulation de l'action éducative et restructuration des relations familles - écoles

Cette recherche est une recherche doctorale réalisée par Éric Mangez, dans le cadre de l'équipe enseignement du Cerisis et d'un projet FSR. L'objet central de la thèse porte sur la transformation des légitimités pédagogiques dans le cadre de la réforme du premier degré de l'enseignement secondaire en Communauté française de Belgique. Dans la première partie du travail, l'objectif était de réaliser une analyse sociologique du champ scolaire dans sa composante pédagogique dominante. Plus exactement, on fait émerger la structure du modèle pédagogique dominant tel qu'il se dégage des documents officiels. En tant qu'ils visent à définir et transformer les

conditions bureaucratiques (les règles, les objectifs) et les structures symboliques (les croyances, les valeurs) de l'exercice pédagogique, les programmes de cours et les textes de loi sont deux types de production légitime dont l'ambition est d'orienter le travail des enseignants en classe. Ce sont ces deux types de production qui constituent les matériaux de cette partie du travail.

L'analyse des programmes de cours du premier degré est en cours de finalisation. Parmi l'ensemble des programmes, ont été retenus ceux d'application dans les réseaux de la Communauté française et du libre catholique, et concernant les cours de français, mathématique, histoire, géographie, sciences et latin. Dans le souci d'introduire une possibilité de comparaison, nous avons également inclus dans notre corpus certains programmes qui étaient en application en 1985. Ces textes constituent ensemble un corpus dont le volume global est de 916 pages. La réalisation d'une analyse comparative d'un tel corpus présente une série de difficultés, que nous avons tenté de surmonter en activant des procédures de codage automatique réalisées à l'aide d'un logiciel d'analyse qualitative (Nvivo), la comparaison présente d'autres difficultés liées à la structure du corpus. La question qui nous intéresse prioritairement est celle des différences, des évolutions ou des convergences entre les deux périodes évoquées, mais des différences apparaissent également entre les réseaux et certains programmes présentent des spécificités qui les distinguent de tous les autres. Cela signifie que les paradigmes pédagogiques varient non seulement comme nous en faisons l'hypothèse avec le temps, mais aussi selon les disciplines concernées.

Les structures symboliques que l'on a dégagées des matériaux ont été mises en relation avec la structure sociale où évoluent les producteurs symboliques, de manière à donner une explication sociologique des écrits pédagogiques, qui articule l'analyse interne de la structure symbolique des textes (Ricoeur) et l'analyse externe (Bourdieu) de la structure sociale où évoluent les acteurs du champ.

2.2. Les apports sociaux et pédagogiques

La recherche sur le dispositif mis en place avec des équipes d'enseignants a donné aux enseignants eux-mêmes :

- la possibilité de pouvoir s'arrêter pour envisager en équipe les problèmes de soutien des élèves en difficulté d'apprentissage ;
- l'opportunité pour chacun de prendre conscience de ses représentations ;
- la possibilité de prendre du recul et de se questionner par rapport à sa pratique quotidienne et aux problèmes auxquels on est confronté ;
- l'occasion de confronter ses représentations et ses pratiques à celles de ses collègues

D'un point de vue théorique, cette recherche met en évidence certaines conditions nécessaires pour que les interactions sociales soient porteuses de changements : un climat socio-affectif favorable, une symétrie des relations et la fréquence et l'intensité des désaccords et de l'argumentation. Ce dispositif pourrait être exploité, selon nous, lorsque plusieurs nouveaux enseignants sont intégrés dans l'école et sont susceptibles d'y rester (il est en effet essentiel d'avoir des personnes constantes) ; lorsque des collègues ne se connaissent pas ou encore lorsqu'une action commune doit être entreprise.

Pour la recherche Focef, la présentation des résultats a fourni une grille de lecture réflexive au conseil d'administration, aux gestionnaires de formation, aux formateurs et aux animateurs pédagogiques. Elle leur a permis de réfléchir sur l'impact des formations et sur les régulations à mettre en place pour améliorer la qualité de la formation. Le travail d'accompagnement se poursuit en 2003.

Concernant les travaux dans le cadre de la recherche d'Eric Mangez, plusieurs communications ont été déjà effectuées auprès d'acteurs du monde de l'enseignement. Ainsi, avec Georges Liénard, y a-t-il eu intervention aux journées de la Fédération de l'Enseignement Secondaire (FESec). L'apport portait sur l'analyse des programmes de cours et sur une analyse organisationnelle de la FESec dans son travail d'implémentation de la réforme.

2.3. Les partenariats

2.3.1. Avec des acteurs

Les recherches menées pour la FoCEF sont un exemple de partenariat, tout au long du processus de recherche, avec les diverses composantes de l'organisme de formation. La recherche est encadrée par un comité d'accompagnement composé de la directrice de la FoCEF, du secrétaire général adjoint de la Fédéfoc (fédération de l'enseignement fondamental catholique), d'un collaborateur du service recherche et développement pédagogique et d'un animateur-président FoCEF. En outre, des collaborations ont eu lieu avec les gestionnaires de formation, les animateurs pédagogiques, les formateurs de la cellule de formations pour construire le questionnaire et interpréter les résultats. Suite à la publication du rapport, une discussion a lieu avec le conseil d'administration de la FoCEF, les gestionnaires sur base des résultats.

Dans le cadre de la recherche sur le dispositif visant à susciter des conflits socio-cognitifs, une collaboration a pris forme avec deux équipes d'enseignants : une première équipe d'une école de Charleroi et une deuxième d'une école de Tournai.

Dans le cadre de la troisième recherche, portant sur la régulation de l'action éducative, un partenariat s'est développé avec les personnes en charge de la production des programmes de cours dans le réseau libre et dans le réseau de la communauté française.

2.3.2. Avec des scientifiques

Des collaborations ont eu lieu dans le cadre des recherches sur l'évaluation des formations et sur la mise en place d'un dispositif visant à susciter une démarche réflexive auprès des enseignants avec :

- une équipe du CIRADE (Centre Interdisciplinaire de Recherche sur l'Apprentissage et le Développement en Education) et plus particulièrement Ph. Jonnaert, R. Pallascio, L. Lafortune et M.F. Daniel ;
- des chercheurs du laboratoire motivation et apprentissage des unités FORE et PSED de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'UCL, notamment M. Frenay et E. Bourgeois ;

- le GREF (groupe de recherche sur la formation des enseignants), et plus particulièrement Léopold Paquay.

Dans le cadre de la recherche doctorale d'Eric Mangez, partenariat avec :

- ANSO, unité d'anthropologie et de sociologie, Université Catholique de Louvain (Jacques Marquet et Georges Liénard)
- Observatoire Sociologique du Changement, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris (Agnès van Zanten)
- Girsef, Groupe de Recherche inter-facultaire sur les systèmes Educatifs et de Formation (Christian Maroy, Marie Verhoeven)

2.4. Perspectives 2003

Pour l'année 2002-2003, troisième année du travail d'évaluation réalisé par le Cerisis auprès de la FoCEF, la démarche évaluative est une démarche d'évaluation du contexte, qu'Etienne Bourgeois définit comme « une démarche évaluative par laquelle le concepteur cherche à maximiser la pertinence du système de formation par rapport aux besoins de son environnement ». On se centre sur le rapport entre les formations liées au programme intégré et les attentes des enseignants par rapport à celui-ci. Le projet de recherche vise, d'une part, à décrire les pratiques actuelles préparatoires à la formation et, d'autre part, à évaluer leur utilité en prenant en compte le rôle joué par les gestionnaires et les directeurs dans l'analyse de la demande. Nous examinons la pertinence par rapport à la prise en compte de la réalité locale des établissements par rapport au programme intégré.

Dans la poursuite de la recherche mettant en évidence les conditions nécessaires pour susciter un changement de représentations, a été déposé un projet FRFSC-IM. Celui-ci porte sur le rôle des structures cognitives préalables des enseignants lors de l'implantation d'une réforme. Les réformes telles qu'elles sont *conçues* ne correspondent que très rarement aux réformes telles qu'elles sont *reçues* et mises en œuvre sur le terrain. Entre le rejet pur et simple des réformes et leur application fidèle, existe tout un continuum passant par l'appropriation partielle, la déformation, le contournement partiel, etc. Ce problème, lié à la question de la régulation du système éducatif dans sa composante pédagogique, peut être abordé, en termes de recherche, à partir de différentes disciplines. D'un point de vue sociologique, on devrait ainsi examiner les relations sociales et les rapports de pouvoir, de contrôle, d'autonomie, de coopération entre enseignants, agents intermédiaires porteurs des réformes, acteurs politiques. Mais à notre sens, cette même question peut également être abordée sous l'angle disciplinaire de la psychopédagogie. L'objectif d'une telle approche est de mieux comprendre ce qui se passe chez l'enseignant, en termes cognitifs, lorsqu'une réforme apparaît. Des chercheurs soulignent en effet qu'il ne suffit pas que la réforme soit de qualité, il faut encore que les acteurs du terrain lui donnent du sens et y adhèrent.

Le travail de thèse d'Eric Mangez se poursuivra en 2003 et 2004 en vue d'une finalisation prévue en 2005. La première partie de la thèse sera finalisée en juin 2003. Commencera alors le travail de terrain dans trois écoles secondaires contrastées du bassin scolaire de Charleroi. Ce travail de terrain se fera durant les mois de septembre à décembre 2003.

3. Enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires

Cette ligne de recherche a été poursuivie de manière moins constante que les deux autres en raison des ruptures de financement. Comme son titre l'indique, elle s'intéresse aux structures de l'enseignement secondaire qualifiant, tant technique que professionnel, aux pratiques qui y sont développées et aux destinées post-scolaires des élèves qui l'ont fréquenté.

3.1. Les recherches

3.1.1. L'articulation entre formation générale et formation professionnelle

L'enseignement technique et professionnel connaît depuis plusieurs années, en Belgique comme ailleurs, une crise liée notamment à l'évolution des qualifications professionnelles et à des évolutions culturelles. La redéfinition politique des finalités et modalités de ce type d'enseignement a été en partie effectuée via la définition des compétences terminales, la réorganisation de la liste des options et la réécriture des programmes, mais le processus de restructuration est loin d'être abouti. Les enjeux concernent notamment le poids respectif des acteurs scolaires et professionnels dans la scolarisation, la définition des compétences terminales (strictement professionnelles ou plus larges), la spécialisation et la hiérarchisation des formations, ou encore la place à réserver dans les programmes d'études aux différents types de savoirs et de compétences.

Ces enjeux se vivent aussi au niveau local, développant certaines pratiques plutôt que d'autres, et participant ainsi à la recomposition effective de cet enseignement. En partant de l'analyse des pratiques et discours des acteurs locaux, l'objectif est d'éclairer quelques-uns des enjeux qui se situent au centre des débats politiques d'aujourd'hui. C'est le sens de la recherche menée entre 1998 et 2000 à propos de la socialisation dans l'enseignement secondaire de qualification, et plus précisément dans les sections « auxiliaire sociale et familiale » et « éducation de l'enfance ».

Sur base de cette recherche terminée en 2000 et de l'analyse des textes légaux définissant les compétences terminales et des programmes de cours, a été effectuée une analyse des tensions générées par la « réforme » des 2^{ème} et 3^{ème} degrés. Un texte, synthétisant les divers travaux menés sur cette thématique, a été présenté lors du colloque organisé par l'équipe enseignement du Cerisis en mars 2001 et publié.

3.1.2. Trajectoires post-scolaires

Cette recherche, financée dans le cadre du Phasing out de l'objectif 1-Hainaut, a pour objectif d'étudier comment des jeunes ayant fréquenté l'enseignement professionnel ou technique de qualification vivent leur insertion professionnelle durant les quatre à cinq années qui suivent la fin de leurs études secondaires. L'étude proposée poursuit un double objectif. En premier lieu, décrire l'enchaînement des situations successives (emploi, chômage, études, formation) et la dynamique identitaire des jeunes durant leur parcours post-secondaire ; en second lieu, repérer quels sont les éléments de la scolarité qui ont pesé selon eux sur ce parcours.

Cette recherche a débuté fin 2001 mais a dû être temporairement interrompue après un an en raison d'une rupture de financement. Durant cette année, les résultats suivants ont été atteints :

- passage de la question de recherche à la définition d'une problématique et à un modèle d'analyse devant servir de base à la structuration de la collecte et du traitement des données ;
- accord du comité d'accompagnement, et donc des différents réseaux d'enseignement, sur le projet de recherche redéfini en vue de tenir compte des contraintes liées à l'objet d'étude, des ressources mobilisables et des enjeux sociaux ;
- rédaction d'un texte de synthèse justifiant les options théoriques et méthodologiques prises sur base d'une revue de la littérature, d'entretiens exploratoires, de discussions avec des personnes-ressources (chercheurs et acteurs de terrain) et de réunions avec le comité d'accompagnement.

3.2. Les apports sociaux et pédagogiques

Les connaissances accumulées au cours de ces deux recherches ont pu être mobilisées pour servir à des acteurs : participation à un groupe de travail du Conseil de l'Education et de la Formation consacré à la « refondation des humanités professionnelles et techniques » ; participation à un groupe de travail sur la « démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur (UCL-MOC) ; plusieurs présentations orales, dans la région de Charleroi, à propos des tensions inhérentes à la « réforme des 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire » (journées pédagogiques des écoles de la commune, bureau de la fédération régionale de la CSC, colloque anniversaire du SEL,...).

3.3. Les partenariats

3.3.1. Avec des acteurs

Suivi des deux recherches par les différents réseaux d'enseignement présent dans la région de Charleroi, par l'entremise du comité d'accompagnement constitué à Charleroi depuis la création du Cerisis (et composé d'un ou deux représentants des pouvoirs organisateurs ou directions de chaque réseau).

Insertion dans le groupe de travail du Conseil de l'Enseignement et de la Formation portant sur la revalorisation de l'enseignement qualifiant.

Association du Ministre Pierre Hazette (en tant qu'intervenant) et de divers acteurs des différents réseaux d'enseignement (en tant que discutants) lors du colloque enseignement du Cerisis en mars 2001 à Dampremy.

3.3.2. Avec des scientifiques

Outre les rencontres avec des scientifiques consultés comme « personnes-ressources », l'équipe a établi des interactions plus suivies avec le Service des Etudes et de la Statistique à la Région Wallonne.

3.4. Perspectives 2003

La recherche sur les trajectoires post-scolaires sera poursuivie à partir de septembre 2003. Jusqu'à présent, le financement d'une personne pendant deux ans est acquis. L'objectif de cette recherche, peut-être couplée à un projet de thèse en sociologie, sera d'effectuer, via des entretiens semi-directifs de jeunes ayant terminé environ quatre ans auparavant l'enseignement secondaire qualifiant, une analyse de leur trajectoires tant en termes d'étapes objectives qu'en termes d'identité.

4. Publications, communications

4.1. Articles scientifiques et participation à des ouvrages scientifiques

Baffrey-Dumont V. (2000), Pensée postformelle, jugement réflexif et pensée réflexive. In R. Pallascio & L. Lafortune (Eds), *Le développement d'une pensée réflexive en éducation*, Montréal : Logiques, pp.9 –30.

Cattonar B., Mangez E. (2000), Les enseignants face à la redéfinition normative de leur métier, *Recherches Sociologiques*, vol XXXI, n°1/2000.

Delvaux B. (2001) , Indépassable hiérarchie des enseignements ?. In G. Liénard (Ed), *L'insertion : enjeux pour l'analyse et pour l'action*, Sprimont : Mardaga.

Delvaux B. (2001), Régulation : un concept dont l'utilisation gagnerait à être... régulée ?, <http://www.u-bourgogne.fr/IREDU/RAPJ1.htm>

Delvaux B. (2000), Negoziare la diversità : un'utopia ?, *Scuola democratica*, n°3, pp. 125-138.

Delvaux B. (2000), Orientation et redoublement : recomposition de deux outils de gestion des trajectoires scolaires. In G. Bajoit (dir), *Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, De Boeck Université .

Delvaux B. (2000) , L'enseignement professionnel ; L'enseignement spécialisé ; Les jeunes dont la trajectoire s'écarte de la norme. In *Tableau de bord de l'enseignement*, Ministère de la Communauté française, Bruxelles, n°2.

Delvaux B. (1999), Offre et demande scolaire en Belgique francophone, *La Revue Tocqueville / The Tocqueville Review*, Vol. XX n°2, pp. 71-88.

Delvaux B. (1999), El fracaso escolar in Belgica. In Molina Garcia Santiago (coord), *El fracaso escolar en la Union Europea*, Egido editorial, pp. 47-82.

Delvaux B. (1999), Négocier la diversité : une utopie ?. In D. Meuret (Ed), *La justice du système éducatif* , De Boeck, pp. 155-171.

Herman G., Desmette D. & Dumont V. (2001), Regards psychologiques. In G. Liénard (Ed), *L'insertion : enjeux pour l'analyse et pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 35-52.

Liénard G., Piroton G. (2000), Le pouvoir discret et le privilège de la discrétion, *Education Permanente*, n°145/2000-4, pp.129-137.

Liénard G., Servais E. (2003), Logiques de domination et de pouvoir. Eléments d'une théorie multipolaire de l'action, *Revue de l'Institut de sociologie*, Bruxelles, ULB, sous presse.

Mangez E. (2001), Régulation de l'action éducative dans les années quatre-vingt dix, *Education et Sociétés*, revue internationale de sociologie de l'éducation, n°8, 2001/2, pp 81-96.

4.2. Cahiers du Cerisis et rapports de recherche

Chasse S. & Delvaux B. (2002), La régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental, *rapport intermédiaire de recherche*, juin 2002, Cerisis-UCL.

Dalla Valle C., Delvaux B., Dumont V. (2001), Rapport d'évaluation des formations continuées de l'enseignement fondamental, *Rapport de recherche*, Cerisis-UCL.

Demeuse M., Delvaux B., Collard A., Marissal P., Van Hamme G., Monseur Chr. (1999), La détermination des quartiers devant être pris en compte pour l'établissement de la liste des établissements et implantations à discrimination positive, *rapport de recherche*.

Demeuse M., Marissal P., Delvaux B. (2001), Actualisation des données relatives à la mise en œuvre de discriminations positives en Communauté française de Belgique telles que définies par le Décret du 30 juin 1998, *Rapport de recherche ULg – ULB – UCL*.

Demeuse M. , Marissal P., Van Hamme G., Delvaux B. (2002), Proposition de l'équipe interuniversitaire destinée à établir l'indice socio-économique des secteurs statistiques conformément à l'article 4 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discrimination positive, tel que modifié par l'article 2 du décret du 27 mars 2002, *Rapport de recherche ULg – ULB – UCL*.

Deprez A. (2001), Enseignement qualifiant et socialisation. Le cas des services sociaux et familiaux, *Les Cahiers du Cerisis*, 2001/17.

Dumont V., Delvaux B. (2002), Rapport d'évaluation des formations de la Focéf 2001-2002, *Rapport de recherche*, Cerisis-UCL.

Dumont V. & Renglet G. (2002), Evaluation des conceptions et des pratiques des enseignants : mise en place et analyse d'un dispositif d'évaluation, *Rapport de recherche*, Cerisis-UCL.

Frippiat D., Mangez E. (2001), La structuration des relations entre familles « défavorisées » et enseignement préscolaire, *Rapport intermédiaire de recherche*, Cerisis-UCL.

Mangez E., Delvaux B., Dumont V. & Dourte F. (1999), Les enseignants face à la transformation de leur métier. Enquête auprès des enseignants du premier degré, *Les Cahiers du Cerisis*, 99/12.

Mangez E. (2002), Régulation et complexité des rapports familles – école, *Les cahiers de recherche du Girsef*, n°13, Louvain-La-Neuve.

Mangez E., Joseph M., Frippiat D., Delvaux B. (2002), La structuration des relations entre familles défavorisées et enseignement préscolaire, *Rapport final* pour le Ministre de l'Enfance de la Communauté française de Belgique, juillet 2002.

Mangez E., Joseph M., Delvaux B. (2002), Les familles défavorisées à l'épreuve de l'école maternelle. Distanciation, lutte, repli, soumission, *Hors série*, Cerisis-UCL.

4.3. Autres articles

Bercy P., Delvaux B., Isaac T., Ligot Fr., Piret Chr., Swartenbroeck B. & Tyteca P. (2002), La démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, *Rapport au Recteur*, Université Catholique de Louvain & Mouvement Ouvrier Chrétien, Louvain-la-Neuve, avril 2002.

Delvaux B. (2002), L'exposé du mois, Interview, *Exposant Neuf*, n°10, mai-juin 2002.

Delvaux B. (2002), La difficile revalorisation de l'enseignement qualifiant, *Revue Louvain*, n°127, avril 2002.

Delvaux B. (2002), Où il est question de pédocrates et de Schumi, *Cerisis-info*, n° 10, janvier 2002, pp. 1-3.

Delvaux B. (2001), Aux deuxième et troisième degrés, une « réforme » riche en tensions, *La Revue Nouvelle*, mai 2001, pp. 62-75.

Delvaux B. (résumé par M.N. Lovenfosse) (2001), Formation P.O. – Responsabilité collective des P.O., *Forum actualités*, mars 2001, pp. 7-12.

Delvaux B., Mangez E. (2001), Les stratégies familiales en matière d'orientation, *Les Nouvelles Feuilles Familiales*, n° 3/2000, pp. 20-24.

Dumont V. (2002), Pratique réflexive via un travail avec ses collègues : quelles conditions, quels obstacles ?, *Cerisis-info*, n° 12, janvier 2003, pp 3-6.

Gaillard V. (2002), Vers une compréhension des parcours d'insertion, Texte ronéoté, Cerisis-UCL.

Joseph M., Mangez E. (2002), Les familles défavorisées face à l'école maternelle, *Les Cahiers de Prospective Jeunesse*, Vol 7, n°4, 4^{ème} trimestre 2002, pp. 28-33.

Liénard G. (1998), Mouvements sociaux, démocratisation et démocratie culturelles. In : *Actes du colloque Culture et Société*, Bruxelles, Ministère de la Communauté française de Belgique, Direction Générale de la Culture, pp. 233-248.

Liénard G. (2000), L'éducation permanente, la promotion socioculturelle des travailleurs et les dimensions de la politique culturelle. In : *Les Cahiers de l'Education permanente*, N°12, juillet-août-septembre 2000, ACCS et éd. Luc Pire, pp.63-73.

Liénard G. (2000), Croisement et réciprocité des savoirs. In : *La Revue Nouvelle*, N°11, Tome 112, novembre 2000, pp.84-93.

Mangez E. (2001), Au premier degré : réformer la réforme ?, *La Revue Nouvelle*, n°5.

Mangez E. (2002), Verandering van het pedagogisch handelen in de jaren negentig, Actes de la journée d'étude FSCSP *Syndicat et management dans le secteur public*.

4.4. Communications et interventions dans des colloques scientifiques

Delvaux B. (2002), Les tensions sous-jacentes à la définition des compétences terminales et des profils de formation, *Congrès des chercheurs en éducation*, 12-13 mars 2002, Louvain-la-Neuve.

Delvaux B. (2002), La régulation des interdépendances entre écoles, Présentation du cadre d'analyse et application au cas de la Belgique francophone, *Séminaire du CIDE*, 12 décembre 2002, Santiago-du-Chili.

Delvaux B. (2001), Aux deuxième et troisième degrés, une « réforme » riche en tensions, colloque du Cerisis – Ucl, *La réorganisation du secondaire, un chantier inachevé*, 7 mars 2001, Charleroi.

Delvaux B. (2001), Régulation : un concept dont l'utilisation gagnerait à être... régulée ?, communication aux *journées d'études sur la régulation des systèmes d'enseignement*, Réseau Analyse Pluridisciplinaires des Politiques Educatives, 26-27 mars 2001, Paris

Dumont V. (2002), Pratique réflexive dans une équipe: quelles conditions, quels obstacles ?, *Laboratoire motivation et apprentissages*, 6 juin 2002, Louvain-la-Neuve.

Dumont V. (2002), Evaluation continue des enseignants du fondamental, colloque international de l'AFEC. *Formation des enseignants : permanences, changements, tensions actuelles. Analyses comparées*, 23-25 mai 2002, Caen.

Dumont V. (2002), Pratique réflexive dans une équipe: quelles conditions, quels obstacles ?, *70^{ème} congrès de l'Acfas*, 13-15 mai 2002, Québec.

Dumont V. (2002), Effet miroir et controverse dans un travail d'équipe d'enseignants. *Séminaire du Centre Interdisciplinaire de Recherche sur l'Apprentissage et le Développement en Education*, 10 mai 2002, Montréal.

Dumont V. (2002), Effet miroir et controverse dans un travail d'équipe d'enseignants, *2^{ème} congrès des chercheurs en sciences de l'éducation*, 12-13 mars 2002, Louvain-la-Neuve.

Dumont V. (2002), Pratique réflexive via un travail en équipe : analyse des facteurs interférant avec les effets escomptés. *Journées d'études sur la régulation des systèmes d'enseignement*, Réseau Analyse Pluridisciplinaires des Politiques Educatives, 24-25 janvier 2002, Louvain-la-Neuve.

Dumont V. & Renglet G. (2001), Représentations et pratiques des enseignants en matière de soutien des élèves en difficulté : mise en place et analyse d'un dispositif original d'évaluation formative, 14^{ème} colloque international de l'ADMEE-Europe, *Les interactions entre formation et évaluation*, 11-13 janvier 2001, Aix-en-Provence.

Renglet G. & Dumont V. (2001), Teachers conceptions and practices toward support pupils in learning difficulties : definition and analysis of a methodology, *Annual meeting of the Belgian Psychological Society*, 14 mai 2001, Louvain-la-Neuve.

Mangez E. (2002), Les pédagogies actives : un non-sens pour certaines familles, communication au *2^{ème} congrès des chercheurs en sciences de l'éducation*, 13 mars 2002, Louvain-la-Neuve.

Mangez E. (2002), Sens et non-sens des pédagogies actives pour des familles précarisées, communication au colloque AFEC / IUFM, *Formation des enseignants : permanences, changements, tensions actuelles*, 23 au 25 mai 2002, Caen.

Mangez E. (2001), Au premier degré : réformer la réforme ?, colloque du Cerisis – Ucl, *La réorganisation du secondaire, un chantier inachevé*, 7 mars 2001, Charleroi.

Mangez E. (2001), Les transformations de l'action éducative au premier degré, communication aux *journées d'études sur la régulation des systèmes d'enseignement*, Réseau Analyse Pluridisciplinaires des Politiques Educatives, 26 mars 2001, Paris

Mangez E. (2001), Apports du travail de Boltanski et Chiappello pour l'analyse des politiques éducatives, communication au *labo du Girsef*, 30 avril 2001, Louvain-La-Neuve.

4.5. Communications et interventions auprès des acteurs sociaux

Delvaux B. (2002), Quelles régulations promouvoir dans un système scolaire inégalitaire ?, *20^{ème} anniversaire du SEL-SETCA*, 29 mai 2002, Bruxelles.

Delvaux B. (2002), Gérer autrement les interdépendances, Association des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Catholique, *Carolo-enseignement*, 7 mai 2002, Charleroi.

Delvaux B. (2001), Le premier degré du secondaire en question, Journée d'étude *Le premier degré du secondaire en question*, CEPSS (Centre d'études politiques, économiques et sociales), 7 février 2001, Bruxelles.

Delvaux B. (2001), A propos des données concernant l'enseignement technique et professionnel, Groupe de travail *Revalorisation de l'enseignement qualifiant*, Conseil de l'Education et de la Formation, 13 novembre 2001, Bruxelles.

Delvaux B. (2001), La question des filières aux deuxième et troisième degrés, *Conseil de Concertation de l'Enseignement Officiel*, 6 novembre 2001, Charleroi.

Delvaux B. (2001), Bassin scolaire : un outil pour plus d'égalité ?, Journée d'études *Plus d'égalité dans l'école*, Confédération générale des enseignants, 19 mai 2001, Bruxelles.

Delvaux B. (2001), L'établissement, un des lieux de cadrage du travail enseignant, Journée d'études *L'établissement scolaire entre prescriptions et initiatives*, FESEC, 17 mai 2001, Bruxelles.

Delvaux B. (2001), Orientation ou... relégation, communication au 6^{ème} Forum Education, *Ecole : hautes tension !*, 20 octobre 2001, Marche-en-Famenne.

Delvaux B. (2001), La question des filières aux deuxième et troisième degrés, communication au *Conseil de Concertation de l'Enseignement Officiel*, Charleroi, 6 novembre 2001, Charleroi.

Delvaux B. (2001), La dualisation dans l'enseignement, communication à une journée d'étude, CODICHAR (coordination des Directeurs de Charleroi), 8 juin 2001, Gosselies.

Delvaux B. (2001), Le premier degré du secondaire en question, communication à la journée d'étude *Le premier degré du secondaire en question*, CEPSS (Centre d'études politiques, économiques et sociales), 7 février 2001, Bruxelles.

Delvaux B. & Dumont V. (2001), Evaluation des formations Focef : présentation des résultats, Conseil d'administration de la Focef, 16 novembre 2001, Ciney.

Delvaux B. & Dumont V. (2001), Evaluation des formations Focef : présentation des résultats, Gestionnaires de la Focef, 8 novembre 2001, Champion.

Delvaux B. & Mangez E. (2001), Politiques publiques et transformations du métier d'enseignant, Haute Ecole Hainaut Occidental, Ath-Irchromwelz.

Delvaux B. & Mangez E. (2002), Réformes dans l'enseignement secondaire, *journées pédagogiques de l'enseignement communal de Charleroi*, 7 et 8 mars 2002.

Dumont V. (2002), Rapport d'évaluation des formations Focef : présentation des résultats, Gestionnaires de la Focef, 19 décembre 2002, Champion.

Dumont V. (2002), Rapport d'évaluation des formations Focef : présentation des résultats, Conseil d'administration de la Focef, 19 novembre 2002, Ciney.

Dumont V. (2002), Pratique réflexive via un travail en équipe : quels résultats ?, école secondaire de Charleroi, 18 avril 2002, Charleroi.

Frippiat D., Mangez E. (2001), Accès des familles populaires à l'enseignement préscolaire, communication à la *journée de travail du Ministre Nollet*, 15 juin 2001, Ottignies.

Joseph M., Mangez E. (2002), A propos de la structuration des relations entre familles défavorisées en enseignement préscolaire, *Journée de travail du Ministre Nollet*, 30 janvier 2002, Ottignies.

Liénard G. (2000), Démocratisation de la culture et démocratie culturelle : enjeux pour l'action en Communauté Wallonie-Bruxelles, *Colloque Démocratie et citoyenneté : la question de la culture*, Bruxelles - La Louvière, CIEP – MOC - Fondation Travail-Université.

Liénard G. (2000), L'éducation permanente, la promotion socioculturelle des travailleurs et les dimensions de la politique culturelle. Les enjeux toujours actuels du décret d'avril 1976 sur l'éducation permanente, *Colloque de l'Action commune culturelle socialiste (ACCS) et des Cahiers de l'Education permanente*, Bruxelles, 10 novembre 2000.

Mangez E. (2001), Repères théoriques pour l'analyse des politiques éducatives, *conférence à l'ISCO*, 21 avril 2001, Bruxelles.

Mangez E. (2001), La question de la réforme du premier degré, communication au *Conseil de Concertation de l'Enseignement Officiel*, 6 novembre 2001, Charleroi.

Mangez E. (2001), Formation initiale et continuée des enseignants : oui, mais...comment et pour quel métier ?, Forum Ecolo, *Ecole : hautes tensions*, 11 novembre 2001, Marche-en-Famenne.

Mangez E. (2001), Le management des personnes dans le système éducatif, *Journée d'étude de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Services Publics*, 12 novembre 2001, Leuven.

Mangez E. (2002), Pédagogie et ethos de classe, Congrès du CDH, *Vous et Nous*, 01 septembre 2002, Mons.

Mangez E. (2002), Relations familles – écoles : le rôle des intervenants, *Journée de travail FESec*, 13 septembre 2002, Namur.

4.6. Autres services à la société : expertises, formations, conseils

Delvaux B. (2002), coopération de recherche avec les centres de recherche du CIDE et du PIIE à Santiago-du-Chili, décembre 2002.

Delvaux B. (2002), cours sur le processus de recherche en sciences sociales, dans le cadre de la coopération universitaire à l'université d'Etat de Haiti (22-30 avril 2002).

Delvaux B. (2001 et 2002), Participation active au groupe de travail MOC-UCL sur la démocratisation de l'université, 13 réunions.

Delvaux B. (2001), Participation active à l'atelier *Dualisation et solidarité*, préparatoire au Congrès de l'Enseignement catholique d'octobre 2002, 5 réunions.

Delvaux B. & Gaillard V. (2001 et 2002), Participation au groupe de travail *Revalorisation de l'enseignement qualifiant* du Conseil de l'Education et de la Formation, Bruxelles. 6 réunions.

Dumont V. (2002), Evalueur pour le CRSH (FNRS Canadien). Projet *Traitement de situations et développement de compétences chez des élèves de la fin de l'école primaire*, décembre 2002.

Dumont V. & Renglet G. (2000-2001), Conception et animation de groupes de discussion de deux équipes d'enseignants du premier degré du secondaire autour de la thématique du soutien des élèves en difficulté d'apprentissage.

Liénard G. et Mangez E. (2002), Analyse institutionnelle et organisationnelle de l'implémentation de la réforme des programmes par la FESEC, novembre 2002

5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stagiaires

Encadrement de thèses

(en lien direct avec les thématiques du Cerisis)

Draelants H., *Constructions de régulations nouvelles et institutions. Analyse de l'implantation d'une politique publique de réforme de l'école*, thèse en cours, promoteur : C. Maroy, comité encadrement : A. Van Zanten et G. Liénard.

Mangez E., *Innovations pédagogiques et démocratisation scolaire. Analyse des stratégies des familles face aux changements pédagogiques de la réforme du 1^{er} degré*, thèse en cours, promoteur : G. Liénard, comité encadrement : A. Van Zanten et J. Marquet

Mitzilake M., *Le développement professionnel des enseignants comme support de l'évolution des changements éducatifs*, thèse en cours, comité d'accompagnement : V. Dumont.

Tilleux O., *Analyse du pouvoir et mode de fonctionnement et de cohésion des élites en Wallonie : analyse de cas* ; thèse en cours ; promoteurs : G. Liénard et L. Albarello ; comité d'encadrement : G. Bajoit et J-L Genard

Orianne J.-F., *Etat social actif en action. Etude des mises en œuvre locales des formules d'activation des politiques d'emploi*, thèse en cours, promoteur : C. Maroy, comité d'encadrement : O. Kutty et G. Liénard.

Encadrement de mémoires

- Delvaux B., un mémoire.
- Dumont V., un mémoire.
- Mangez E., un mémoire.
- Liénard G., 7 mémoires.

6. Autres activités au sein de l'UCL (responsabilités, missions, etc en lien avec le Cerisis – Ucl)

Delvaux B. (2002), Cours sur le processus de recherche en sciences sociales, dans le cadre de la coopération universitaire à l'université d'Etat de Haiti, du 21 au 30 avril 2002.

Delvaux B. (2002), Travail d'accompagnement des recherches développées au CIDE et au PIIE, Santiago-du-Chili, Chili, du 8 au 17 décembre 2002.

Dumont V. (2002), Symposium d'une semaine avec l'équipe de recherche du CIRADE (centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation de l'université du Québec à Montréal: Pallascio, R., Lafortune, L., Daniel, M-F., Mongeau, P., Benny, M., Roy, A.) et d'autres chercheurs étrangers (Doudin, P. A.& Martin, D. –université de Genève-, Slade, C. –Université de Canberra, Australie-,...) visant à aboutir à une « modélisation développementale des composantes d'une pensée réflexive en éducation ». Discussion sur base des analyses de chacun et production d'une synthèse par l'ensemble des chercheurs. Production d'un collectif.

Dumont V. (2001), Participation à des *forums* entre experts internationaux visant à une « modélisation développementale des composantes d'une pensée réflexive en éducation ».

DEUXIÈME DOMAINE

Insertion durable

Sommaire

1. Présentation des travaux scientifiques :	35
Introduction	35
Orientation 1. Les relations sociales dans la construction de l'identité liée au monde du travail	36
Orientation 2. Stigmatisation des chômeurs et maintien dans la formation	39
Orientation 3. Les dispositifs d'insertion sociale : analyse des effets psychosociaux	42
Orientation 4. Maintien dans l'emploi des adultes âgés	45
2. Apports sociaux et pédagogiques.....	47
3. Partenariats	49
4. Publications, Communications.....	50
5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages.....	57

1. Présentation des travaux scientifiques

Introduction

Les travaux de l'équipe 'Insertion' ont pour objectif d'une part d'étudier les effets induits par l'appartenance à un groupe dont la stigmatisation est de nature professionnelle et potentiellement temporaire. D'autre part, ils tentent de dégager les stratégies psychosociales qui permettent de faire face à une telle appartenance et de résister aux effets délétères de la situation. L'angle d'analyse privilégié est donc résolument de nature sociale et prend comme axe central le concept d'identité sociale. L'intérêt d'une telle approche réside dans le fait qu'elle considère les travailleurs (qu'ils occupent ou non un emploi) non pas comme relevant d'un état qui les caractérise surtout individuellement mais comme vivant une situation qui concerne les rapports entre groupes. En d'autres mots, même si chômeurs et travailleurs peuvent estimer que le chômage ou le travail comporte des dimensions personnelles, le phénomène en jeu est, en réalité, collectif.

Le raisonnement théorique sur lequel reposent les recherches menées est le suivant. Toute personne a besoin d'une identité personnelle et sociale positive. Pour l'atteindre, elle doit appartenir à un groupe socialement valorisé. C'est la comparaison avec d'autres groupes qui détermine si elle possède une identité sociale satisfaisante ou non. Plus la différence s'inscrit en faveur de l'individu et de son groupe d'appartenance, plus son identité sociale sera positive. Se construit de la sorte une dynamique d'interactions entre les groupes bénéficiant d'un haut statut et ceux disposant d'un bas statut. Un des éléments qui régulièrement accompagne l'appartenance à un groupe valorisé est la production de stéréotypes négatifs à l'encontre des autres groupes. Qui plus est, afin de maintenir ou de renforcer un statut social supérieur, des formes de discrimination peuvent également y être associées. La question centrale qui émerge concerne les effets de ces stéréotypes et de cette discrimination sur les personnes qui en sont les cibles. Les recherches en psychologie sociale en ont démontré la puissance à la fois délétère et pernicieuse. Effets délétères car la stigmatisation est souvent suivie d'un cortège de conséquences telles que dévalorisation de soi, compétence intellectuelle amoindrie, ... Effets pernicieux car les stratégies que les personnes stigmatisées mettent en place peuvent, de manière paradoxale, contribuer à accroître leur propre marginalisation et à légitimer les inégalités sociales existantes.

Quels sont, dans un tel contexte, les mécanismes psychosociaux qui président aux transformations de l'identité sociale ? Comment les individus appartenant à des groupes stigmatisés restaurent, en dépit de la situation, une estime de soi positive durable ? Quelles pratiques sociales y contribuent de manière privilégiée ? Voilà posées les questions centrales auxquelles les recherches conduites au sein de l'équipe 'Insertion' tentent d'apporter des éléments de réponse.

Deux groupes sociaux sont essentiellement concernés par ces recherches. Le premier concerne les personnes privées d'emploi. Depuis plus de 30 ans, le chômage constitue une problématique centrale pour l'Union européenne. Des millions de personnes sont confrontées à la privation d'emploi et à ses

conséquences. Celles-ci sont, bien entendu, de nature financière mais concernent également tout le processus d'appartenance sociale et de définition de soi face à une société considérant comme fondamental le domaine du travail¹. Il n'est dès lors guère étonnant de constater que la catégorie de chômeur présente une facette éminemment négative, qu'elle est fortement associée à des stéréotypes négatifs. Trois orientations de recherche analysent différents aspects de cette situation. La première étudie, auprès d'une population de jeunes sortant de l'école, la manière dont se forge une identité sociale de travailleur et examine la mesure dans laquelle les interactions sociales positives (par exemple, le soutien social) ou négatives (par exemples, des remarques vexatoires relatives au chômage) interviennent dans sa mise en place. La deuxième traite des effets d'une situation de stigmatisation sociale avérée, à savoir celle du chômage et analyse les stratégies spontanées que les chômeurs mettent en place pour retrouver une image de soi acceptable. Et enfin, la troisième évalue des politiques sociales qui tentent de mettre en place, pour des personnes fortement marginalisées, un environnement institutionnel favorable à une rupture de l'isolement et à la constitution d'une identité sociale positive.

Le deuxième groupe social qui fait l'objet d'investigations est relatif aux travailleurs de plus de 50 ans. Ces dernières années ont vu décliner le taux d'emploi de cette catégorie de personnes au point qu'il est devenu, en Belgique, le plus faible de l'Union européenne. Ceci s'explique notamment par les différentes dispositions, comme le régime de pré-pension, qui incitent au retrait précoce du marché du travail². Au sein de cette population, des processus de stigmatisation jouent également. En effet, des recherches ont mis en évidence l'existence d'un phénomène baptisé 'âgisme' et qui concerne les formes particulières de discrimination que les personnes âgées peuvent connaître. En particulier, existe une affirmation économique d'une moindre productivité des travailleurs dits âgés ; cette affirmation relèverait cependant plus de croyances que de la réalité. La quatrième orientation de recherche s'attache donc à l'étude des processus représentationnels, tant internes qu'externes au travail, qui peuvent conduire un travailleur à quitter précocement la vie professionnelle ou, inversement, à poursuivre sa carrière.

Orientation 1. Les relations sociales dans la construction de l'identité liée au monde du travail

Cette orientation de recherche se penche sur la problématique de l'insertion socioprofessionnelle de jeunes sortant de l'école, dans une région particulièrement fragilisée en terme de marché de l'emploi, en l'occurrence la région du Centre-Hainaut. Son objectif peut se résumer comme suit : quelles sont les conditions

¹ Il faut signaler que même si notre société a développé des mesures destinées à favoriser l'insertion socioprofessionnelle, elle n'y a pas consenti suffisamment d'efforts, notamment en terme de moyens structurels et conjoncturels. En effet, l'espace socio-économique dans lequel ces mesures s'inscrivent est fondamentalement déficitaire en emploi, en particulier pour les personnes dont le niveau d'instruction initial est faible. Dès lors, les mesures, telles qu'elles sont conçues aujourd'hui, ne peuvent résoudre le problème global du chômage, même si elles permettent parfois une meilleure insertion socioprofessionnelle.

² La politique fédérale de l'emploi. Rapport d'évaluation 2000. Ministère fédéral de l'emploi et du travail.

psychosociales qui facilitent l'accès à et le maintien en emploi, d'une population de jeunes peu qualifiés, possédant au maximum un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ?

Bien sûr, les mécanismes socio-économiques liés au fonctionnement du marché de l'emploi ou aux modes de subsidiation publique (par exemple, une aide de l'Etat) interviennent directement au niveau de l'entrée dans la vie professionnelle. Cependant, ces mécanismes, pour essentiels qu'ils soient, n'épuisent pas la question de l'insertion. En effet, on sait, par des travaux réalisés en psychologie sociale, le rôle que peuvent jouer les représentations et les perceptions que les individus se construisent de leur situation personnelle et de leur environnement.

L'analyse que nous proposons s'enracine dans l'idée que pour qu'un jeune s'insère dans le marché du travail et y reste, il importe qu'il reconnaisse qu'il y a sa place, qu'il fait partie du groupe, même invisible, de l'ensemble des travailleurs et que cette appartenance a tant ses avantages et ses valorisations que ses contraintes et ses astreintes. Autrement dit, une condition sine qua non d'insertion professionnelle serait d'éprouver une identité sociale liée au monde du travail positive. Une question liée sera de comprendre comment endiguer les effets néfastes engendrés par l'identification au groupe des chômeurs, dont on sait qu'elle est effective et a des répercussions négatives sur plusieurs domaines de vie³.

Des identités sociales de jeunes en fin de parcours scolaire...

C'est la théorie de l'identité sociale qui est au cœur de notre réflexion théorique ; avec pour définition de base : l'identité sociale est la partie du concept de soi des individus provenant de leur connaissance de leur appartenance à un groupe social, associée à la valeur et à la signification émotionnelle de cette appartenance⁴. Dans cette définition, on peut distinguer trois dimensions identitaires, i.e., cognitive, évaluative et émotionnelle, qu'on sait être reliées mais empiriquement distinctes et affectées différemment par le statut relatif, la taille et la base de formation du groupe⁵. Autrement dit, à travers son identité sociale, un individu se sent appartenir à un groupe, il s'y auto-catégorise ; parallèlement, il évalue son groupe, lui donne une position relative par rapport à l'ensemble des autres groupes qu'il fréquente ou qu'il connaît ; et enfin, il s'y implique affectivement – ou pas –, il se positionne émotionnellement par rapport à son groupe.

Une première étape consistera à vérifier sur des groupes « naturels », i.e., les chômeurs et les travailleurs, l'existence de cette tridimensionnalité, d'en faire une validation écologique ; une seconde sera d'étudier les relations entre ces trois

³ Desmette D., Bourguignon, D., Herman, G. (2001). Menace du stéréotype et déficit cognitif : une étude des processus auto-handicapants. In Paugam-Moisy, H., Nyckees, V., et Caron-Pargue, J. (Eds.), *La cognition entre individu et société* (pp. 57-68). Paris : Hermes - Lavoisier.

⁴ Tajfel, H. (1978) Social categorization, social identity and social comparison. In H. Tajfel (Ed.), *Differentiation between social groups: Studies in the social psychology of intergroup relations*, (pp. 61-76).

⁵ Ellemers, N., Kortekaas, P., Ouwerkerk, J.W. (1999) Self-categorisation, commitment to the group and group self-esteem as related but distinct aspects of social identity. *European Journal of Social Psychology*, Vol.29(2-3), 371-389.

composantes, pour peu que nous arrivions à montrer dans la première analyse qu'elles sont distinctes. L'hypothèse d'un modèle médiationnel de l'identité sociale a été posée, où la relation de l'implication affective vers l'estime de soi collective est médiatisée par le sentiment d'appartenance groupale⁶. Autrement dit, si l'on veut que des individus positivent réellement l'image qu'ils ont de leur groupe, on doit veiller non seulement à maintenir un niveau élevé d'implication affective au sein du groupe, mais aussi à renforcer le sentiment d'appartenance groupale. Dans le cas contraire, un effet positif de l'implication affective pourrait être annihilé par un sentiment d'appartenance au groupe trop faible.

Une autre question est de savoir si les effets délétères engendrés par une identité sociale stigmatisée (e.g., chômeurs, immigrés, femmes, ...) peuvent être contrebalancés par une ou plusieurs autre(s) identité(s) plus positive(s) (e.g., membre d'une association de quartier, d'un comité de parents, musicien, sportif, ...). Sous-jacente à cette idée, est posée l'hypothèse qu'il existe des intersections entre certaines de nos sphères de vie, des relations bidirectionnelles et multiples qui se concentrent en ce que nous sommes individuellement. Nous sommes tous des êtres composites, poly-identitaires sous l'emprise de plusieurs groupes d'appartenance dont aucun ne suffit à nous définir de façon exclusive. Cette identité patchwork est peu étudiée dans la littérature contemporaine en psychologie sociale. Généralement, on se centre sur une identité pour en approfondir les répercussions ou on compare deux identités et leurs effets spécifiques sur diverses variables de sortie, mais rarement est envisagée la question des inter-relations identitaires à l'intérieur d'une seule personne. Pourtant, tout porte à croire qu'en dépit de nos multiples identités sociales, nous pouvons dériver un sens unitaire de notre self⁷. Cette manière de voir les choses est d'autant plus importante qu'on ne peut espérer insérer professionnellement tous ces jeunes étant donné le manque structurel d'emploi dans cette région. Il nous faut donc d'emblée réfléchir sur les possibilités d'une insertion sociale multidimensionnelle, qui permettra à ces jeunes de se vivre positivement au quotidien, même sans avoir d'emploi.

... en lien avec les interactions interpersonnelles.

Dans la première partie de cette recherche, nous envisageons l'identité sociale dans une double multidimensionnalité : d'un côté, par la tridimensionnalité interne à chaque identité, de l'autre de par la multiplicité de nos appartenances groupales. Une fois cette question partiellement éclairée, nous voulons comprendre, dans une seconde partie, les étapes antérieures de construction identitaire.

Pour ce faire, nous envisageons les antécédents et les conséquences de ces diverses identités, en commençant par les relations interpersonnelles, envisagées comme contribuant à la construction identitaire. Derrière toute identité sociale, il y a un réseau d'interactions sociales ; c'est l'idée qui sous-tend notre réflexion. L'identification d'un individu à certains groupes dépend en (majeure) partie de ce que les autres membres du groupe lui renvoient quant à son intégration parmi eux.

⁶ Ellemers, et al. (1999) Op cit.

⁷ Taylor, D.M., Dube, L. (1986). Two faces of identity: The "I" and the "We". *Journal of Social Issues*, Vol.42(2), 81-98.

Nous pensons effectivement que l'identité sociale de tout un chacun se construit au gré des interactions sociales expérimentées dans ses différents réseaux. Trois grandes catégories d'interactions sociales seront abordées : les positives, sous le label de soutien social, leur versant opposé, les interactions sociales négatives, et les tentatives maladroites ou maladaptées de soutien, les interactions sociales non soutenantes (unsupportive social interactions), qui font pis que bien.

D'un côté, les travaux sur le soutien social ont montré les répercussions différenciées du type (i.e., instrumental, intime et participation sociale) et de la source (proches, collègues, supérieur) du soutien social sur différentes variables de sortie, principalement organisationnelles⁸. D'un autre côté, les travaux sur l'identité sociale ont montré que différentes caractéristiques groupales, à savoir le statut relatif (haut vs bas), la taille relative (majoritaire vs minoritaire) et la base d'appartenance au groupe (choisie vs imposée) ont des répercussions ciblées sur les différentes dimensions identitaires⁹. Par exemple, si l'on pose la nature, la fréquence et la valence des relations interpersonnelles comme des caractéristiques du groupe, on peut supposer qu'elles ont un impact différent sur le sentiment d'appartenance, l'estime de soi collective et l'implication affective ; sous-entendu, si on arrive à instaurer un climat soutenant sans trop l'être, on pourrait arriver à positiver une identité qui, au départ ne l'est pas intrinsèquement, en l'occurrence, celle de chômeur.

En synthèse, nous envisageons donc l'accès à et le maintien en emploi comme résultant d'une identité sociale liée au monde du travail, que ce soit celle de travailleur ou celle de chômeur, acceptée plutôt positivement ; et additionnellement, nous envisageons la construction et la valence de cette identité sociale comme découlant des multiples relations interpersonnelles que tout un chacun vit au quotidien.

Pour tenter d'amener des pistes de réponses à ces interrogations, nous avons mis en place une recherche longitudinale en trois temps (t_0 , $t_{0+6\text{mois}}$, $t_{0+1\text{an}}$) sur une population de jeunes inscrits au FOREm, dans le cadre du Plan Jeunes +, dans les villes de La Louvière, Binche, Soignies et Manage. La récolte des données est actuellement en cours.

Orientation 2. Stigmatisation des chômeurs et maintien dans la formation

S'appuyant sur le fait que la privation d'emploi altère la position et le statut de l'individu dans la société et entraîne sa dévalorisation, les recherches présentées dans cette deuxième orientation poursuivent principalement deux objectifs. Premièrement, elles visent à identifier les effets associés à la mise en avant de l'identité stigmatisante de « chômeur », tout en tentant de découvrir les stratégies de défense de soi utilisées par les membres de tels groupes. Deuxièmement, elles

⁸ Peeters, M.C.W., Buunk, B.P., Schaufeli, W.B. (1995). Social Interactions and Feelings of Inferiority Among Correctional Officers : A Daily Event-Recording Approach. *Journal of Applied Psychology*, Vol.25, N°22, 1073-1089.

⁹ Peeters et al. (1995).Op cit.

cherchent à découvrir le rôle joué par l'identité de chômeurs pour faire face à l'expérience de discrimination et permettre le maintien d'un bien-être suffisant.

Identité sociale et stigmatisation.

Les personnes sans emploi partagent un méta-stéréotype selon lequel les membres de leur groupe sont vus comme « incompetents, fainéants et apathiques »¹⁰. Au vu de la théorie de la menace du stéréotype¹¹, la peur de confirmer ce stéréotype devrait conduire les chômeurs à réaliser des performances faibles dans des domaines relatifs aux stéréotypes. Dès lors, cette menace affecterait principalement deux sphères, celle de l'apprentissage et celle du dynamisme. Par ailleurs, d'autres travaux¹² suggèrent qu'elle modifie également les perceptions intergroupes des membres de groupes stigmatisés. Cette modification aurait pour effet la mise en place de stratégies permettant aux chômeurs de restaurer une image de soi positive.

En vue du développement de ces hypothèses, cent quinze personnes sans emploi furent rencontrées dans divers centres de formation pour adultes de la région de Charleroi (CESA, Funoc, IPSMA). Ces personnes furent aléatoirement assignées dans deux conditions. La première avait pour objet de rendre saillante l'identité de chômeur et, par voie de conséquence, d'entraîner une menace du stéréotype (condition « chômeur »). La seconde visait, quant à elle, à ne pas l'activer. Pour ce faire, les participants furent placés dans un contexte qui ne soulignait pas leur identité stigmatisante mais qui les amenait à se voir comme des adultes (condition « adulte »).

En ce qui concerne la menace du stéréotype, les résultats observés confirment en partie ceux obtenus dans d'autres recherches. Comparés aux participants de la condition « adulte », ceux de la condition « chômeur » montrent une baisse de leurs performances dans une tâche de compréhension à la lecture. Le dynamisme est également touché par la menace du stéréotype et plus spécialement le dynamisme dans la recherche d'emploi. En effet, les participants de la condition « chômeur » sont moins enclins à entreprendre une série de stratégies de recherche d'emploi que les participants de la condition « adulte ». Il est important de préciser que le dynamisme fut abordé au travers des intentions d'action et non pas de comportements proprement dits. Or, au vu de la théorie de l'action raisonnée¹³, l'intention précède le comportement. Dès lors, il est probable que la baisse d'intention observée dans la condition « chômeur » se prolonge par une réduction de comportements de recherche d'emploi. Enfin, et contrairement aux hypothèses de la théorie de la menace du stéréotype, l'anxiété ne se révéla pas une variable médiatrice expliquant la baisse de performance ou de dynamisme. De nouvelles recherches sont actuellement en cours, ayant pour but de découvrir les médiateurs

¹⁰ Herman G., & Van Ypersele, D. (1998). " L'identité sociale des chômeurs ". *Les cahiers du Cerisis*, 98/10

¹¹ Steele, C. M., & Aronson, J. (1995). Stereotype threat and the intellectual test performance of African Americans. *Journal of Personality and Social Psychology*, 69, 797-811.

¹² Lee, Y. T., & Ottati, V. (1995). Perceived in-group homogeneity as a function of group membership salience and stereotype threat. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 21, 610-619.

¹³ Ajzen, I., & Fishbein, M. (1977). Attitude-behavior relations: A theoretical analysis and review of empirical research. *Psychological Bulletin*, 84, 888-918.

pouvant expliquer cette baisse de dynamisme (identification à la sphère, sentiment d'efficacité,...). En outre, elles ont pour objet de vérifier si la menace du stéréotype affecte à la fois les intentions et les comportements de recherche d'emploi.

En ce qui concerne les perceptions intergroupes, elles sont abordées au travers de mesures de perception de discrimination envers le groupe des chômeurs, de différences intergroupes (différences entre le groupe des chômeurs et celui des travailleurs) et d'homogénéité de l'endogroupe par rapport à l'exogroupe. La recherche met en évidence trois types de résultats. Premièrement, les participants de la condition « chômeur » perçoivent moins de discrimination envers leur groupe dans le monde du travail que les participants de la condition « adulte ». Deuxièmement, ils ont tendance à minimiser les différences entre le groupe des chômeurs et celui des travailleurs par rapport aux participants de la condition « adulte ». Enfin, les participants de la condition « chômeur » perçoivent davantage d'homogénéité au sein de leur groupe comparé à celui des travailleurs alors que les participants de la condition « adulte » perçoivent autant de différences au sein des deux groupes. Cette série de résultats fut interprétée comme autant des stratégies de défense de soi. Des recherches sont actuellement en cours dans le but d'asseoir cette hypothèse. En effet, s'il s'agit de stratégies de défense de soi, des effets positifs devraient être associés à l'utilisation de ce type de stratégies. Plus précisément, une augmentation du bien-être ou de l'estime de soi, ... devrait être observée chez les personnes utilisant ces stratégies comparées à celles ne les utilisant pas.

Si la théorie de la menace du stéréotype a été mise en évidence sur divers types de populations (afro-américains, femmes, personnes de faible niveau socio-économique,...), étendue aux chômeurs, elle montre que ce mécanisme joue également sur des appartenances à des groupes considérés comme transitoires. En effet, le statut de chômeur n'a, en principe, rien de définitif et représente une catégorie dont on peut entrer et sortir. En outre, les résultats montrent que la théorie de la menace du stéréotype s'étend aux perceptions intergroupes et plus spécifiquement aux perceptions de discrimination. L'appartenance à un groupe stigmatisé est donc source d'effets s'étendant dans plusieurs sphères de la vie d'un individu, pour peu que ces sphères présentent un lien avec les stéréotypes impliqués.

Discrimination et insertion socioprofessionnelle.

L'expérience de discrimination amène des conséquences néfastes du point de vue du bien-être des personnes qui en sont victimes et de leur projet d'insertion socioprofessionnelle. Cependant, ces répercussions ne semblent pas caractériser les réactions de tous les membres d'un groupe de faible statut. Le modèle de « rejet-identification¹⁴ » offre un éclairage tout particulier à propos de ces résultats. Pour les expliquer, il met en avant que les individus fortement identifiés à leur groupe subissent moins d'effets délétères liés à ce rejet que ceux qui se sentent peu concernés par ce groupe. En d'autres termes, l'identification au groupe stigmatisé

¹⁴ Branscombe, N.R., Schmitt, M.T. & Harvey, R.D. (1999). Perceiving pervasive discrimination among African-Americans : Implications for group identification and well-being. *Journal of personality and social psychology*, 77, 135-149

servirait de bouclier contre la discrimination. Néanmoins, étant donné les spécificités du groupe des chômeurs, il nous a semblé intéressant de tenir compte d'une variable supplémentaire, la perméabilité du monde du travail (autrement dit, la représentation que le chômeur se fait de son accès à l'emploi). En effet, dans une telle population, la perception de perméabilité joue un rôle considérable à la fois sur le niveau de dépression et d'isolement des personnes sans emploi¹⁵. Au vu de ces résultats, il est apparu que le modèle de rejet-identification pourrait être d'application principalement dans le cas où les frontières du monde du travail seraient perçues comme imperméables. A l'inverse, lorsque le monde du travail est vu comme ouvert, les personnes sans emploi pourraient ne pas avoir besoin d'investir leur identité stigmatisante pour maintenir un bien-être suffisant. En effet, dans ce cas, elles se tourneraient vers d'autres identités sociales, plus positives celles-là, et profiteraient ainsi de l'image associée à celles-ci. Différentes études sont en cours afin de tester le modèle de rejet-identification sur les personnes sans emploi.

Cette analyse ouvre la réflexion sur la place d'autres identités sociales que celles qui sont stigmatisantes. Dans certaines situations, des identités alternatives pourraient avoir le rôle de bouclier contre les effets pervers de la discrimination, sans pour autant induire les effets néfastes qui y sont habituellement associés.

Orientation 3. Les dispositifs d'insertion sociale : analyse des effets psychosociaux

La troisième orientation de recherche porte sur l'évaluation de politiques sociales adressées à un public fortement précarisé, à savoir les personnes bénéficiant du revenu d'intégration (ancien 'minimex') ou d'autres allocations d'aide du CPAS. Ces politiques sociales sont particulières dans la mesure où elles ne visent pas directement la mise à l'emploi de ces personnes, mais plutôt leur insertion au sein de la société et leur bien-être. En effet, les dispositifs mis en place dans ce cadre ambitionnent de lutter contre le processus d'exclusion qui touche des personnes en situation de rupture sociale prononcée, en leur permettant de sortir de l'isolement social qui fait leur quotidien et en favorisant la re-découverte par elles-mêmes de leurs potentialités. Ce faisant, les dispositifs tentent de lutter contre la stigmatisation par la valorisation de sources de reconnaissance sociale autres que l'emploi.

Mais les dispositifs institutionnels mis en place sont-ils efficaces au regard des objectifs assignés ? Face à la demande d'évaluation des pouvoirs publics mais également face à la volonté d'analyse de leurs pratiques par les opérateurs de terrain, le Cerisis a développé une recherche-évaluative à propos d'un dispositif intitulé « Pour une participation citoyenne », mis en oeuvre au sein d'une série de CPAS wallons. Cette recherche prend appui sur diverses études qui ont déjà souligné les répercussions du non-emploi sur l'insertion sociale des personnes. On sait que le chômage s'accompagne souvent d'une réduction des activités et des interactions sociales¹⁶. Mais on sait aussi que les activités sociales (c'est-à-dire la

¹⁵ Herman G. (1999). Chômage et attentes de reconnaissance: approche par la théorie de l'identité sociale. *Recherches sociologiques*, (2), pp. 139-157.

¹⁶ Feather, N.T., et O'Brien, G.E. (1986). A longitudinal study of the effects of employment and unemployment on school-leavers. *Journal of Occupational Psychology*, 59, 121-144.

participation à des formations, au monde associatif, à la vie culturelle...) préservent la santé mentale¹⁷. En effet, la personne privée d'emploi qui pratique une activité présente un niveau de santé mentale équivalent à celui d'une population tout venant alors que celle qui est inactive socialement, est significativement plus déprimée. Il s'agit dès lors d'analyser les effets que différents types de dispositifs sont susceptibles d'entraîner au niveau de l'insertion sociale d'un individu et de mettre en lumière les processus psychosociaux qui y contribuent.

Pour traiter cet objectif, une recherche en deux volets a été développée sur le terrain. Le premier volet concerne les politiques elles-mêmes ; il s'agissait « d'ordonner la complexité du réel » en dégagant, de la diversité des pratiques, les dimensions communes et significatives. Pour ce faire, les formateurs ont été interrogés au sein de chacun des dispositifs et une typologie des pratiques a été construite.

Le deuxième volet concerne les bénéficiaires de l'aide sociale et pose la double question des effets de la participation à un dispositif de « resocialisation » et des processus explicatifs sous-jacents, en lien, précisément, avec les différents types de pratiques mises en œuvre par les CPAS. Dans ce but, nous avons interrogé, en face-à-face, un groupe de minimexés qui participent à un dispositif de « resocialisation » (groupe-cible) et un groupe de minimexés qui ne participent à aucune activité mais qui présentaient des caractéristiques socio-démographiques comparables au premier (groupe-contrôle). Par ailleurs, le nombre de minimexés « en dispositif » a été contrebalancé dans la typologie, de manière à disposer de groupes de comparaison relativement équilibrés. Dans cette recherche, l'isolement social est appréhendé par le biais du sentiment de solitude. Le soutien social perçu correspond à la mesure dans laquelle les personnes pensent pouvoir bénéficier, en cas de besoin, du soutien des autres personnes participant à l'activité et/ou du formateur, ainsi que des personnes dans leur entourage. L'identité est mesurée par l'identification à différents groupes dont celui des stagiaires et celui des minimexés (composante cognitive de l'identité), ainsi que la valence de cette identité (composante affective de l'identité).

Sur le plan analytique, le dispositif « Pour une participation citoyenne » a été traduit en termes d'identité sociale et personnelle, en lien plus précisément avec la dimension d'insertion sociale et de santé mentale. Nous savons en effet que l'appartenance à un groupe est un mécanisme fondamental qui intervient dans la socialisation de l'individu, et ce à plusieurs niveaux : en instaurant des repères (les normes, valeurs et rôles sociaux), en permettant la construction d'une identité sociale et personnelle (identité qui peut être positive ou négative en fonction des comparaisons établies entre son groupe d'appartenance et le groupe auquel on se réfère, - en étant source de soutien social), etc ...

En d'autres termes, dans cette recherche, nous poursuivons comme premier objectif l'identification des éléments qui, au sein de politiques sociales s'adressant à des publics sans accès direct à l'emploi, contribuent à rompre leur isolement social. Nous posons l'hypothèse que le fait de retrouver du soutien social au sein du dispositif

¹⁷ Herman, G. & van Ypersele, D. (2001). *Activité, santé mentale et mobilité professionnelle*. In Liénard, G. (Ed.), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action* (pp. 141-157). Sprimont : Mardaga.

constitue, pour ces personnes fortement marginalisées, un facteur de « ré-appartenance sociale » et de bien-être. En effet, une carence durable des relations sociales susciterait un état de stress prolongé. A l'inverse, les contacts sociaux, aussi ténus soient-ils, peuvent protéger l'individu contre le désespoir et contribuer au maintien de leur bien-être physique et somatique¹⁸. Les résultats obtenus indiquent que dans le groupe-cible, plus les personnes se sentent soutenues au sein du dispositif, moins elles se sentent seules et plus elles perçoivent de soutien de la part de l'entourage (la perception de soutien de la part de l'entourage étant un médiateur partiel de l'effet du dispositif) De plus, le groupe-cible affiche une meilleure santé mentale que le groupe-contrôle.

Ensuite, nous posons la question de l'effet de l'identité sociale sur le sentiment de solitude et la santé mentale. Nos hypothèses se basent sur les résultats obtenus dans diverses recherches qui étudient le vécu de discrimination et la stigmatisation. Ainsi, le modèle de rejet-discrimination¹⁹ indique que le lien existant entre le vécu de discrimination et les conséquences négatives sur le bien-être psychologique peut être modifié positivement pour les personnes fortement identifiées au groupe stigmatisé. En d'autres termes, l'identification au groupe stigmatisé est le médiateur permettant d'atténuer les effets négatifs de la stigmatisation. De manière complémentaire, l'identification au groupe est renforcée par un investissement dans les activités du groupe²⁰. En effet, les personnes fortement identifiées qui sont amenées à évoluer dans un nouveau contexte renforcent leur identification au groupe stigmatisé si elles s'investissent dans des activités liées au groupe ; tandis que les personnes peu identifiées au groupe stigmatisé perçoivent plus de menace, leur estime de soi diminue ainsi que leur identification au groupe.

Sur base de ces données, nous avançons l'hypothèse que les personnes sans emploi qui participent à une activité verront leur identification renforcée et dès lors ressentiront un moins grand sentiment de solitude par rapport aux personnes sans emploi qui ne participent à aucune activité (groupe contrôle). Premièrement, le passage par un dispositif renforce l'identification au groupe ; deuxièmement, l'identification favorise l'insertion sociale des personnes et troisièmement, l'effet de la fréquentation du dispositif sur l'identification est lié au niveau de soutien social développé au sein du groupe. Les résultats révèlent que la participation à un dispositif de resocialisation réduit le sentiment d'appartenance à un groupe stigmatisé, celui des personnes minimisées. On n'observe donc pas de renforcement de l'identité. Par contre, on remarque que la méta-identité de personne active est renforcée, que cette identification favorise l'insertion et enfin, plus les participants perçoivent du soutien au sein du dispositif, plus leur identification est renforcée.

¹⁸ Zech, E. (1999). Les modérateurs psychosociaux: Le support social (pp.45-54). Dans E. Zech, *Psychologie et psychosociologie de la santé*. Notes de cours, Université Catholique de Lille, France.

¹⁹ Schmitt, M.T., & Branscombe, N.R. (2001). The meaning and consequences of perceived discrimination in disadvantaged and privileged social groups. *European Review of Social Psychology*, 12, 167-199.

²⁰ Ethier, K.A. & Deaux, K. (1994). Negotiating social identity when contexts change : maintaining identification and responding to threat. *Journal of Personality and Social Psychology*, 67, N°2, 243-251.

Cette recherche évaluative plaide donc pour l'efficacité du dispositif étudié. D'une part, la participation à un dispositif de resocialisation permet aux personnes fortement isolées de renouer et/ou de multiplier les contacts aussi bien avec les personnes qui participent à la même activité qu'avec leur entourage. D'autre part, on a remarqué une amélioration du bien-être : la participation est reliée, de manière inverse, au sentiment d'isolement et, de manière directe, à la santé mentale des personnes. Enfin, les participants signalent une certaine 'ré-appartenance sociale' puisqu'ils pensent que les autres les perçoivent comme des personnes actives et travailleuses.

Orientation 4. Maintien dans l'emploi des adultes âgés

La mise en évidence des effets délétères de la privation d'emploi ou d'activité n'implique nullement que les mécanismes qui conduisent à l'exclusion soient de facto obsolètes dans le cadre d'une situation professionnelle. Au contraire, on peut penser que des processus communs sous-tendent les trajectoires vers l'emploi mais également en emploi. Par ailleurs, les processus d'exclusion touchent d'autres populations que les chômeurs, comme les femmes ou encore les 'travailleurs âgés'. C'est précisément à cette dernière catégorie sociale que nous nous intéressons dans la quatrième orientation de recherche, en nous rattachant d'une part aux enjeux sociopolitiques qui lui sont liés et d'autre part aux théories récentes de l'identité sociale, dont le rôle dans les dynamiques individuelles est fondamental.

Quel est le cadre socio-politique de la question du maintien dans l'emploi des adultes dits « âgés » ? Le déclin marqué du taux d'emploi des travailleurs de plus de 50 ans observé ces dernières années dans de nombreux pays occidentaux conduit actuellement les gouvernements de ces régions à modifier leurs politiques de pension afin de prolonger la vie active effective et, ce faisant, de réduire les coûts liés aux différentes mesures de cessation anticipée de l'activité professionnelle. Telle quelle, cette volonté socio-politique apparaît relativement « désincarnée », détachée des réalités organisationnelles et individuelles qui sont étroitement liées à la question du maintien dans l'emploi des travailleurs plus âgés. En effet, la prolongation de la vie active jusqu'à l'âge « légal » de la pension, voire au-delà, doit non seulement tenir compte des contraintes de productivité des organisations, mais doit également, et premièrement, se faire dans le respect du bien-être des travailleurs, pour permettre un ajustement réciproque optimal. Cependant, on méconnaît les raisons qui d'une part incitent le travailleur âgé à vouloir cesser sa vie professionnelle de manière précoce et qui, d'autre part, conduisent l'employeur à se séparer des travailleurs de plus de 50 ans (en dehors des mesures de restructuration d'entreprise qui prennent partiellement la voie de la prépension).

Pourquoi le travail est-il considéré par nombre de travailleurs âgés comme une option de vie moins satisfaisante que la pré-pension ? Des conditions de travail éventuellement pénibles pour des travailleurs plus âgés, et/ou des conditions fiscales avantageuses sont-elles des facteurs explicatifs suffisants ? En dehors des effets de cohorte, qui peuvent sans doute expliquer en partie la demande de générations de « travailleurs de plus de 50 ans » qui, ayant entamé leur vie professionnelle de manière précoce, ont une carrière complète avant 65 ans, il semble que certaines

variables organisationnelles, sociales et psychologiques ont une influence significative dans le processus de poursuite ou de retrait de la vie active. Ces variables sont actuellement encore peu étudiées, les études portant sur la prépension se centrant essentiellement sur les variables individuelles (les revenus, le genre, etc.) au détriment des variables exogènes (les relations avec les collègues, l'influence de la famille, etc.)..

Les processus sociaux qui contribuent à définir la vieillesse et, ce faisant, le statut du groupe des « personnes âgées » au sein de la société, pourraient se révéler à cet égard particulièrement pertinents. En effet, le vieillissement peut être appréhendé comme une construction sociale et les trajectoires des travailleurs dits « âgés » peuvent dès lors être comprises, au moins partiellement, en termes de relations intergroupes. C'est ainsi qu'il existerait une affirmation économique d'une moindre productivité des travailleurs âgés ; cette affirmation relèverait cependant plus de croyances que de la réalité²¹. Il importe dès lors de décrypter les représentations sociales qui existent au sujet du groupe des adultes âgés et de comprendre leur influence au sein du monde du travail.

En particulier, quels sont les effets de la création sociopolitique de la catégorie des 'travailleurs âgés' ? Nous posons l'hypothèse que, comme l'identité de 'chômeur' peut avoir des effets pervers, l'étiquette de 'travailleur âgé' peut être néfaste, a fortiori dans le monde du travail. En d'autres termes, les stéréotypes négatifs associés au vieillissement²² seraient à l'œuvre dans le monde du travail dès lors que la catégorie 'travailleur âgé' est activée. Il est donc nécessaire d'évaluer les conséquences de l'identification au groupe des 'travailleurs âgés', notamment en terme de mobilité sociale (la prépension étant dans ce cas interprétée comme une stratégie de sortie du groupe stigmatisé) et d'autre part d'identifier les facteurs qui atténuent ou renforcent les effets d'une identification négative (comme les interactions sociales avec les collègues, selon qu'ils constituent l'endo- ou l'exogroupe). Une première recherche, en partie exploratoire, est menée dans cette perspective en collaboration avec le service du personnel de l'UCL.

Par la suite, sur base des résultats dégagés, nous développerons l'analyse dans le secteur public et le secteur privé, les modalités de la cessation d'activité étant a priori différentes (le degré de décision pouvant notamment dépendre du contexte, selon qu'il s'agit d'une convention sectorielle ou d'une restructuration d'entreprise). Les représentations des employeurs seront également intégrées dans l'analyse, ainsi que leurs effets sur les pratiques développées au sein de l'entreprise (en termes d'embauche mais également de perspectives de carrière, d'offres de formation, etc.). Par ailleurs, poser la question de la prépension ne peut se faire sans poser celle de la qualité de vie des travailleurs âgés ; dès lors, la notion de « qualité de vie » constituera également un cadre d'analyse fort.

²¹ Greller, M.M., & Simpson, P. (1999). In search of late career : A review of contemporary social science research applicable to the understanding of late career. *Human Resource Management Review*, 9(3), 309-347.

²² Slotterback, C.S., & Saarnio, D.A. (1996). Attitudes toward older adults reported by young adults : variation based on attitudinal task and attribute categories. *Psychology and Aging*, 11(4), 563-571.

En définitive, la quatrième orientation de recherche de l'équipe « Insertion » vise à comprendre les processus qui sous-tendent les trajectoires professionnelles au-delà de 50 ans, en privilégiant les théories de l'identité sociale, en lien avec celles du vieillissement. En développant une telle approche, novatrice dans le champ des études portant sur la prépension, nous espérons apporter non seulement un éclairage utile et complémentaire au processus de maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans, mais également une analyse pertinente de variables qui dépassent la question spécifique de la prépension pour poser celle de la qualité de vie tout au long de la carrière professionnelle.

2. Apports sociaux et pédagogiques

Le domaine de recherche dans lequel s'inscrivent nos travaux a mis notamment en évidence que les groupes stigmatisés vivent dans un environnement social qui fréquemment accentue et pérennise leur statut dévalorisé. De plus, certaines données indiquent que les personnes qui appartiennent à de tels groupes développent, pour lutter contre la stigmatisation, des stratégies dont les conséquences se révèlent parfois contre-productives.

Dès lors, les travaux réalisés par l'équipe 'Insertion' tentent de dégager les éléments capables de limiter les effets délétères de la stigmatisation et d'en rompre le cercle vicieux auprès des différents groupes étudiés (minimexés, chômeurs, jeunes peu qualifiés et travailleurs âgés). La question qui se pose cependant concerne les modalités et les organismes qui permettent aux interventions d'être les plus effectives. La pratique des actions sur le terrain nous a appris que les mesures d'intervention sont généralement réparties en trois catégories. D'abord, il y a des mesures qui ont pour but de prévenir le risque (prévention primaire). Suivent les mesures qui ont pour but de prévenir le dommage (prévention secondaire). Et enfin, on trouve les mesures qui ont pour but de limiter le dommage (prévention tertiaire). Les deux premières agissent surtout au niveau de l'environnement des groupes défavorisés et interviennent, au moins partiellement en amont des difficultés ; la troisième concerne l'aide individuelle (par exemple, le soutien psychothérapeutique) et prend place en aval, lorsque les dégâts ont eu lieu.

Les conclusions que nous dégageons de nos recherches indiquent l'importance majeure des deux premières formes d'intervention. En effet, dans la mesure où l'on a mis en évidence le fait que les processus en jeu sont en grande partie, de nature situationnelle, ce n'est bien sûr pas sur l'individu qu'il importe d'intervenir en priorité mais sur son environnement social et institutionnel.

A titre d'exemple, voici quelques propositions, relevant du domaine de l'insertion socioprofessionnelle, à laquelle a abouti l'une ou l'autre étude déjà réalisée.

- En terme de prévention primaire.

La stigmatisation étant construite socialement, il est pertinent d'organiser les activités de formation de façon telle que, dès l'amont, elle soit inopérante. Ceci peut se réaliser au travers d'un aménagement institutionnel qui affaiblisse la visibilité et la saillance des attributs stigmatisés. Il s'agit, par exemple, dans un organisme de formation pour adultes accueillant des travailleurs avec et sans emploi, d'éviter de rendre notoire l'appartenance de certains au groupe des chômeurs ou à tout autre groupe social dont la réputation sur le plan de l'apprentissage est menacée. En particulier, la constitution de groupes de travail dont l'objet d'analyse intègre l'expérience professionnelle devra notamment mettre en lumière les problématiques communes aux chômeurs et travailleurs et accorder autant de crédit pédagogique aux processus liés au chômage qu'à ceux de l'emploi.

- En terme de prévention secondaire.

Les stéréotypes étant résistants au changement, ils altèrent, dans la durée, les représentations que les individus se construisent d'eux-mêmes, en particulier celles concernant le sentiment d'être bien intégré et bien adapté à la société. Il importe dès lors de permettre à ces personnes d'accéder à d'autres conceptions de soi, positives cette fois. Cependant, le domaine concerné par ces conceptions alternatives ne doit pas être relié à celui qui est à l'origine des atteintes contre le soi, mais il doit être aussi important que ce dernier aux yeux du sujet. Ainsi, la mise en place de modules d'affirmation de soi par les organismes d'insertion peut se révéler une démarche utile pour peu qu'ils mettent l'accent sur des dimensions considérées comme importantes par l'individu concerné.

Afin de favoriser la mise en œuvre de ces propositions, diverses formes d'interventions sont conduites par les chercheurs depuis plusieurs années. Sur le plan méthodologique, elles prennent la forme de journées d'études ou de séminaires au cours desquels les résultats des recherches sont discutés avec les opérateurs des organismes d'insertion socioprofessionnelle et transformés en propositions d'action. La démarche se fait donc conjointement entre chercheurs et acteurs de terrain. Un gain en résulte tant pour l'amélioration de la pratique professionnelle que pour la réflexion théorique qui trouve là une de ses sources d'inspiration pour les investigations ultérieures. Par ailleurs, des événements destinés à des audiences plus larges sont également organisés sous forme de conférences, de colloques, d'articles 'grand public', ... Là, l'objectif consiste à diffuser les conclusions des recherches auprès des intervenants intéressés de près ou de loin par la problématique de l'insertion. Enfin, l'exploitation des données dépasse la sphère de la société civile puisqu'elle contribue à la prise de la décision politique. En effet, suite à des demandes ministérielles dans le domaine de la formation professionnelle ou de l'aide sociale, des avant-projets de décrets ou des évaluations de mesures publiques ont été déposés. Ces différentes interventions sont illustrées par des références précises sous les rubriques 'Communications et interventions auprès d'experts et des acteurs sociaux', 'Publications et interventions' et 'Autres services à la société : expertises, formations, conseils'.

3. Partenariat

Partenariats de terrain

La mise en place des différentes recherches a été réalisée au travers de groupes de travail rassemblant des chercheurs et des organismes du terrain (dispositifs de formation, associations de chômeurs, missions régionales,...). Elle a conduit à la création de partenariats qui se sont matérialisés par des conventions de recherche concertées.

Les modalités de fonctionnement de ces partenariats ont varié en fonction des objectifs précis mais, généralement, elles comportaient deux niveaux d'intervention, le premier portant sur la précision des orientations de recherche, le second dévolu à un accompagnement régulier comprenant la définition des objectifs opérationnels, la sélection des organismes étudiés et l'exploitation sur le terrain des acquis des recherches.

Actuellement, les organismes impliqués dans les partenariats et les groupes de travail sont les suivants : le Forem de La Louvière pour l'orientation 1, la FUNOC, le CESA, l'IPSMA et la mission locale de Schaerbeek pour l'orientation 2, 19 CPAS de Wallonie pour l'orientation 3, et l'UCL pour l'orientation 4.

Plus largement, les études portant sur la requalification des personnes privées d'emploi ont connu un rayonnement dans différents lieux de la Wallonie et de Bruxelles. Des collaborations avec des organismes établis à Liège, Tournai, Namur,... ont été établies et ont débouché sur des journées d'étude, des conférences, l'animation de groupes de travail, d'interventions dans des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle,...

Partenariats scientifiques

Des collaborations avec différents centres de recherche de l'UCL ont été menées dans le dessein de développer des cadres conceptuels communs et d'affiner des méthodologies statistiques. Les échanges portent non seulement sur des matières relatives à la psychologie sociale et cognitive mais concernent aussi les matières économiques liées à l'emploi et au chômage. Ils débouchent sur une interdisciplinarité de la démarche en s'articulant aux cadres conceptuels de sociologues et d'économistes. Au niveau des autres institutions universitaires belges (ULG, ULB, KUL), des contacts fréquents avec des chercheurs de celles-ci permettent d'enrichir les différentes voies de recherches développées au sein de l'équipe Insertion mais également de diffuser leurs travaux.

Sur le plan international, le CERISIS-UCL entre activement dans le réseau de psychologie sociale de Langue Française (ADRIPS). Outre la création d'un symposium réalisé en collaboration avec l'université de Bourgogne, le CERISIS-UCL intervient également dans l'organisation même du prochain colloque organisé par l'ADRIPS en septembre 2003 à Clermont-Ferrand. A côté du réseau français, le CERISIS-UCL par le biais de l'unité PSOR de Louvain-La-Neuve tisse également des liens avec l'Université de Jena et de Kent grâce à l'EGC (European Graduate

College). En effet, la participation à différentes activités réalisées par l'EGC (école doctorale, «writing workshop», «consultation seminar») a permis aux chercheurs du CERISIS-UCL, de PSOR et des deux autres universités de développer un réseau de recherche en psychologie sociale tant fondamentale qu'appliquée dans lequel les différentes recherches réalisées par les chercheurs peuvent être diffusées et discutées. Il est également à souligner que ces liens vont se concrétiser prochainement par une collaboration avec le laboratoire de psychologie sociale de l'Université de Kent (Canterbury). Cette collaboration porte tant sur les aspects théoriques liés aux relations intergroupes que sur la nature des rapports existant entre les résultats issus des recherches et la décision politique. L'ensemble de ces collaborations permettra ainsi de placer le CERISIS-UCL en lien avec un large réseau européen.

4. Publications, communications

4.1. Publications

Desmette D. (1999), Le sentiment d'efficacité personnelle : une ressource à développer ? Une analyse chez des chômeurs en formation. In C. Depover et B Noël (Eds), *L'évaluation des compétences et des processus cognitifs; Modèles, pratiques et contextes*, Bruxelles : De Boeck, pp 211-220.

Desmette D. (2001), Le sentiment d'efficacité personnelle, une composante de l'insertion ? In G. Liénard (Ed.), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 159-174.

Desmette D., Bourguignon D. & Herman G. (2001), Menace du stéréotype et déficit cognitif : une étude des processus auto-handicapants. In H. Paugam-Moisy, V. Nyckees et J. Caron-Pargue (Eds.), *La cognition entre individu et société : Modèles et méthodes*, Paris : Hermes – Lavoisier, pp. 57-68.

Desmette D., Jaminon C. & Herman G. (2001), Le sentiment d'efficacité personnelle de chômeurs en formation, un construct dynamique ? *Revue Européenne de Psychologie Appliquée*, 51(3), pp. 217-228.

Desmette D. & Liénard G. (2002), L'insertion des chômeurs : un processus multidimensionnel. In CIFOP, *Capital humain et Marchés du travail : perspectives régionales et européennes. Politiques actives pour l'emploi*, Commission 3, Namur : FUNDP, pp 233-256.

Herman G. (1998), Approche individuelle et méthodologie du parcours d'insertion, *Publication du Fonds Social Européen*, Bruxelles : Communauté européenne.

Herman G. (1999), Chômage et attentes de reconnaissance : approche par la théorie de l'identité sociale, *Recherches sociologiques*, 2, pp. 139-157.

Herman G. (1999), L'identité sociale des jeunes chômeurs. In G. Bajoit et al. *Jeunesse et Société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Bruxelles : De Boeck, pp 297-308.

Herman G. (2001), The social identity of the Jobless : a psychosocial analysis. In D. Devuyt, L. Hens et R. Impens (Eds), *Neighbourhoods in Crisis and Sustainable urban Development*, Bruxelles : VUB University Press, pp 113-122.

Herman G. & van Ypersele D. (1998), L'identité sociale des chômeurs en lien avec leurs stratégies et leurs réactions, *Actes du Deuxième Congrès International de Psychologie en langue française*, Turin, 17, 18 et 19 septembre 1998.

Herman G. & van Ypersele D. (2001), Activités, santé mentale et mobilité professionnelle. In G. Liénard (Ed.), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp 141-158.

Herman G., Desmette D. & Bourguignon D. (2002), Stigmatisation sociale et chômage. In N. Delobbe, G. Karnas & C. Vandenberghe (Eds.), *Développement des compétences, investissement professionnel et bien-être des personnes*, Louvain-la-Neuve : Presses Universitaires de Louvain.

Herman G., Desmette D. & Dumont V. (2001), Regards psychologiques sur l'insertion. In G. Liénard (Ed.), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 35-52.

Jaminon C. & Desmette D. (1998a), Processus de (dés)affiliation : Etat de la question chez des chômeurs de longue durée, Actes des « IVèmes journées d'études Cereq – Lasmas, *L'enseignement supérieur: Cheminements de formation et insertion professionnelle*, Strasbourg.

Jaminon C. & Desmette D. (1998b), Path to integration : which interaction between training schemes and individual variables ? Analysis of a sample of unemployed people, Actes du *European Research Network on Transitions in Youth : Annual workshop 1998*, Edinburgh.

Liénard G. (1999), Validité scientifique d'une démarche, *Revue Quart-Monde*, 1999/2, 170, pp. 42-47.

Liénard G. (2000), Activation des allocations et/ou des allocataires ? Eléments d'analyse du contexte et de l'ambivalence des politiques. In M. Bodart (dir), *L'activation des allocations sociales*, Bruxelles, La Chartre, Centre Interdisciplinaire Droits fondamentaux et Lien social, FUNDP, Fondation Roi Baudouin, pp. 121-147.

Liénard G. (2001), L'ambivalence des politiques d'insertion. In G. Liénard (Ed.), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 181-212.

Liénard G. (Ed.) (2001), *L'Insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, Sciences Humaines, 287 pages.

Liénard G. (2001), Introduction à l'Insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action. In G. Liénard (Ed), *L'Insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 7-14.

Liénard G. (2002), Les enjeux des politiques d'insertion sociale et professionnelle. *International Symposium, Unemployment and Poverty: causes and remedie*, Roma : Edizioni Inail, pp. 222-247.

Liénard G. (2002), Vers le droit à l'intégration sociale? Propos sociologiques sur trois enjeux. In M. Bodart (dir.), *Vers le droit à l'intégration social*, Bruxelles, La Charte, Centre Interdisciplinaire Droits fondamentaux et Lien social, FUNDP, pp. 203-214.

Liénard G., Alaluf M., Godinot X., Joint-Lambert L., Remond R. & Serres M. (1999), Les avis du Conseil Scientifique. In Groupe de Recherche Quart-Monde-Université, *Le croisement des savoirs. Quand le Quart-Monde et L'Université pensent ensemble*, Paris : Ed. Atelier et Quart-Monde, pp. 493-516.

4.2. Cahiers du Cerisis et rapports de recherche

Bourguignon D. & Herman G. (2001), Analyse des conditions organisationnelles, sociales et psychologiques des publics fragilisés, pour une meilleure insertion socioprofessionnelle, *Rapport de recherche*, Charleroi, CERISIS-UCL, 95p. + annexes.

Bourguignon D., Desmette D., Jaminon C. & Herman G. (1999), Analyse des processus sociaux, psychosociaux et cognitifs intervenant dans le parcours d'insertion, *Rapport de recherche*, Charleroi : Cerisis-UCL.

Dalla Valle C., Desmette D. & Liénard G. (2002), Pour une participation citoyenne. Analyse des dispositifs d'insertion sociale et citoyenne : aspects organisationnels et processus psychosociaux, *Rapport de recherche*, Charleroi, CERISIS-UCL, 81p. + annexe.

Dalla Valle C., Desmette D., avec la collaboration de Liénard G. (2003), Pour une participation citoyenne. Analyse des dispositifs d'insertion sociale et citoyenne : aspects organisationnels et processus psychosociaux, *Rapport de recherche*, Charleroi, CERISIS-UCL, 81p. + annexe.

Desmette D. (2002), Identité sociale et apprentissage : Analyse des effets de la Menace du Stéréotype sur l'efficacité cognitive des chômeurs, *Rapport de recherche*, Charleroi : Cerisis-UCL.

Desmette D. & Herman G. (1998), Conditions et effets du développement du Sentiment d'Efficacité Personnelle au cours d'une formation qualifiante, *Les cahiers du Cerisis*, 98/8.

Desmette D. & Herman G. (1999), Approche différentielle du chômage : Contextes de vie, processus cognitifs et stratégies d'insertion, *Rapport de recherche*, Charleroi : Cerisis-UCL.

Desmette D. & Liénard G. (2001), Les Parcours d'insertion des chômeurs. Analyse et Propositions, *Les Cahiers du Cerisis*, Charleroi, 2001/15, 75p.

Herman G. & van Ypersele D. (1998), L'identité sociale des chômeurs, *Les Cahiers du Cerisis*, 98/10.

Herman G. & Liénard G. (en collaboration avec Nyssens M., Petrella P., Dalla Valle C., Ruquoy D.) (2001), Recherche évaluative du projet de réinsertion sociale et professionnelle à Dampremy, *Synthèse et Propositions*, Charleroi, CERISIS-UCL, 60p. + annexe.

Herman G., Liénard G., Nyssens M., Petrella P., (en collaboration avec Dalla Valle C., Ruquoy D.) (2001), Recherche évaluative du projet de réinsertion sociale et professionnelle à Dampremy, *Rapport de recherche final*, Charleroi, CERISIS-UCL, 180p. + annexes.

Jaminon C. & Herman G. (1998), Parcours d'insertion et dispositifs. Analyse des pratiques d'insertion socio-professionnelle à La Louvière, *Les cahiers du Cerisis*, 98/5.

Jourdan D. & Herman G. (2002), La question du soutien social pour l'insertion de publics fragilisés, *Rapport de recherche*, Charleroi, CERISIS-UCL

Liénard G., Molitor M. & Defourny J., (1999), Les acteurs et leur contexte. Analyse des processus de transformation réciproque, *Les Cahiers du Cerisis*, 99/11.

4.3. Communications scientifiques

Bourguignon D., Desmette D. & Herman G. (2002, 26-29 Juin), Social stigmatisation and processes for insertion of the unemployed people, *13th General Meeting San Sebastián of Experimental and Social European Psychology*, Espagne.

Bourguignon D., Desmette D. & Herman G. (2000, 21-23 septembre), Stigmatisation sociale et processus d'insertion des chômeurs, Communication présentée pour le 3^{ème} Congrès International de Psychologie Sociale en Langue Française, Valencia, Espagne.

Bourguignon D., Desmette D., & Herman G. (2001, 4 mai), Social stigmatisation and processes for insertion of the unemployed people, Communication présentée pour *Annual Meeting of the Belgian Psychological Society*, Louvain-La-Neuve, Belgique.

Desmette D. (1998, janvier), Conditions et effets du développement du Sentiment d'Efficacité Personnelle au cours d'une formation qualifiante, *Journées facultaires de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education*, Louvain-la-Neuve.

Desmette D. (1998, mai), The process of integration : the role of self-efficacy within training schemes, 2^{ème} colloque EGRIS : *Lifelong learning in Europe II: Differences and divisions. Strategies of social integration and individual learning biographies*, Portugal, Lisbonne.

Desmette D. (1998, septembre), Le sentiment d'efficacité personnelle : une ressource à développer ? 12^{ème} colloque de l'ADMEE, *L'évaluation des processus cognitifs dans l'apprentissage*, Belgique, Mons.

Desmette D. (1999, juin), Le sentiment d'efficacité personnelle de chômeurs en formation : Une analyse longitudinale, 5^{ème} Colloque International de Psychologie Sociale Appliqué, France, Rennes.

Desmette D., Bourguignon D. et Herman G. (2001, 12-14 décembre), Menace du stéréotype et déficit cognitif : une étude des processus auto-handicapants. Exposé lors du *Colloque Interdisciplinaire en Sciences Cognitives*, France, Lyon.

Desmette D., Bourguignon D. & Herman G. (2002, juin), Stereotype threat and cognitive efficiency: What about mediating and moderating variables ?, 13th General Meeting of The European Association of Experimental Social Psychology, Spain, San Sebastian.

Herman G. (1998, 4 - 5 juin), Chômage et attentes de reconnaissance, Exposé présenté au Colloque de la Chaire Hoover, *Souffrance sociale et attentes de reconnaissance*, Louvain-la-Neuve,

Herman G. & van Ypersele D. (1998, 25 novembre), L'identité sociale des chômeurs et leurs stratégies d'action, Exposé présenté au Colloque du Cerisis, *Les acteurs et leur contexte : Analyse des processus de transformation réciproque*, Charleroi.

Herman G., Desmette D. & Bourguignon D. (2002, 8 – 11 juillet), Stigmatisation sociale et chômage, *XIIème Congrès de Psychologie du Travail et des Organisations*, Louvain-la-Neuve.

Jaminon C. & Desmette D. (1998, mai), Processus de (dés)affiliation: état de la question chez des chômeurs de longue durée, V^{èmes} journées d'étude du Céreq, *L'enseignement supérieur: Cheminement de formation et insertion professionnelle*, France, Strasbourg.

Jaminon C. & Desmette D. (1998, septembre), Path to integration : which interaction between training schemes and individual variables ? Analysis of a sample of unemployed people, *European Research Network on Transitions in Youth : Annual workshop 1998*, UK, Edinburgh.

Liénard G. (1999 juin), Validité scientifique de la démarche de croisement et de réciprocité des savoirs, Exposé présenté au *colloque Quart-Monde Université*, Paris-Sorbonne, UCL, Université européenne de Tours, Laboratoire de Sociologie du Changement des Institutions associé au CNRS.

Liénard G. (1999, décembre), Justice sociale et efficacité économique, Exposé présenté au colloque *Acteurs de changement pour une société en mouvement*, Louvain-la-Neuve, UCL-FOPES.

Liénard G. (1999, juin), Que ou qui faut-il activer : les allocations, les chômeurs, les employeurs, les politiques, le politique ?, Exposé présenté au colloque *L'activation des allocations sociales*, Namur, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Centre Droits fondamentaux et Lien social.

Liénard G. (2000, septembre), Les politiques d'insertion sociale et professionnelle : ambivalence des enjeux, Exposé présenté à International Symposium : *Studiorum Universitatum Docentium Congressus, Unemployment and poverty –causes and remedies*, Roma, Università degli Studi di Roma « Tor Vergata » et Università Cattolica del Sacro Cuore – Milano, septembre 2000.

Liénard G. (2001, 8-9 novembre), La conciliation des temps de vie en fonction des sphères professionnelle et privée, au Colloque européen *Sphère privée et professionnelle*, organisé par la Présidence belge de l'Union européenne, Gembloux, Communication et présidence d'une des séances.

Liénard G. (2002, mai), Vers le droit à l'intégration sociale : analyse sociologique des enjeux, au Colloque *Vers le droit à l'intégration sociale*, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Centre Droits fondamentaux et Lien social, Namur.

4.4. Autres articles

Capron M. & Liénard G.(2000), *Face à la mondialisation. Justice sociale, Développement économique et Contre-pouvoirs*, Bruxelles, Couleur Savoir EVO, 176p.

Desmette D. & Bourguignon D. (2002), L'insertion passe par une identité positive, *Revue Louvain*, 127, 21-24. Louvain-la Neuve : Université catholique de Louvain.

Desmette D. & Liénard G. (2001), Les parcours d'insertion des chômeurs : Analyse et propositions, *Les Cahiers du Cerisis*, 2001/15 (Rapport rédigé à la demande du Service des Etudes et de la Statistique du Ministère de la Région wallonne).

Herman G. (2002), Les parcours d'insertion sont-ils efficaces ?, *Revue Louvain*, Numéro spécial sur « le Pari de l'Insertion ». Louvain-la-Neuve, n°127 (avril).

Herman G., Bourguignon D. & Desmette D. (2003), Dispositifs d'insertion : quelle utilité ?, *Sciences Humaines*, hors-série n°40, 25-27.

Liénard G. (2000), Formes de pouvoir et fondements de l'action dans une société en mouvement. In M. Capron et G. Liénard (Ed.), *Face à la mondialisation. Justice sociale, Développement économique et Contre-pouvoirs*, Bruxelles : Couleur Savoir EVO, pp. 11-28.

Liénard G.& Capron M. (2000), Justice sociale et reconnaissance de la dignité de l'autre : exigences et critères d'une mutation positive. In M. Capron et G. Liénard (Ed.), *Face à la mondialisation. Justice sociale, Développement économique et Contre-pouvoirs*, Bruxelles : Couleur Savoir EVO, pp. 171-174.

Liénard G. & Capron M. (2000), Mutations du capitalisme et mutations des acteurs. In M. Capron et G. Liénard (Eds.), *Face à la mondialisation. Justice sociale, Développement économique et Contre-pouvoirs*, Bruxelles : Couleur Savoir EVO, pp. 5-10.

4.5. Communications et interventions auprès des acteurs sociaux

22 février 2001, Colloque organisé par l'équipe « Insertion » du CERISIS-UCL : *Parcours d'Insertion : Analyses et perspectives*, Belgique, La Louvière.

Février 2001, L'individu au cœur de la formation : quels bénéfices ? Colloque du CERISIS-UCL : *Parcours d'Insertion: Analyses et perspectives*, Belgique, La Louvière.

Mars 2001, Recherche évaluative du projet de réinsertion sociale et professionnelle à Dampremy, Journée de formation destinée au CPAS et à la MIREC, Charleroi

Juin 2001, Présentation des travaux de l'équipe « Insertion » du CERISIS lors du Council of Europe of Social Researchers on Social Exclusion, *Towards innovative approaches to assess new social policy*, France, Strasbourg.

13-15 juin 2001, Exposé à la *European Meeting on Social Exclusion*, France, Strasbourg.

31 août 2001, Identité sociale et insertion : les processus auto-handicapants. Exposé lors du *Colloque de clôture de la 6^{ème} Université d'Eté des formateurs d'adultes*, Belgique, Mons.

Novembre 2001, Les parcours d'insertion des chômeurs : une approche multidimensionnelle, *7^{ème} journée d'étude de la plate-forme de concertation du centre*, Belgique, Manage.

13 décembre 2001, Job coaching et soutien social, Exposé à *la journée d'études de FLORA*, Bruxelles.

Janvier 2002, L'insertion sociale et professionnelle : quid des processus identitaires ?, Journée d'étude *Repères de bonnes pratiques autour du Plan Printemps*, Belgique, Wépion.

Janvier 2002, Contribution à la rédaction d'un décret du Ministre de l'Action sociale portant sur l'insertion sociale de personnes minimexées, Namur.

Janvier – juin 2002, Interventions dans plusieurs commissions évaluant des actions mises en œuvre dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle : FLORA, L Consult (projet job-coaching),... *Les contributions se font soit sous la forme de participation en commission, soit par l'analyse et la critique de documents préparatoires*, Bruxelles et Wallonie.

21 février 2002, 13 mars 2003, Le harcèlement moral, Conférence donnée dans le cadre *des Midis de la CNE*, Louvain-la-Neuve.

26 février 2002, Conditions intervenant dans le maintien en formation d'adultes travailleurs ou chômeurs, CESA (Centre de formation supérieure pour adultes), *Journée de formation destinée aux formateurs*, Charleroi.

26 février 2002, Stigmatisation sociale de personnes privées d'emploi, CESA (Centre de formation supérieure pour adultes), *Journée de formation destinée aux formateurs*, Charleroi.

Mars 2002, Identité sociale et processus d'insertion : Le poids du contexte, Journée d'étude Ecolo *Pénurie de main-d'œuvre : mythe ou réalité ?*, Belgique, Loverval.

7 mars et 30 mai 2002, Trajectoires d'insertion des stagiaires, Conférences données lors de *journées d'études du Comité subrégional de l'emploi et de la formation (CSEF) de Mons – La Louvière*.

Mai 2002, Vers le droit à l'intégration sociale : analyse sociologique des enjeux . In Colloque *Vers le droit à l'intégration sociale*, Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Centre Droits fondamentaux et Lien social, Namur.

4.6. Autres services à la société : expertises, formations, conseils

Liénard G. et Herman G. (2001), Contribution au décret *participation citoyenne* du Ministre des Affaires sociales et de la Santé, Thierry Detienne. Cerisis-UCL.

Liénard G. et Desmette D. (2001), Le parcours d'insertion des chômeurs, contribution à *l'évaluation du parcours d'insertion* pour la Ministre de l'Emploi et de la Formation, Marie Arena. Cerisis-UCL.

5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages

Encadrement de thèses (directement liées aux recherches de l'équipe 'Insertion')

Jaminon Christine, *Processus d'affiliation : analyse d'une population de personnes sans emploi ayant transité par un dispositif d'insertion*, thèse défendue en 2002 ; promoteurs : G. Herman et C. Maroy.

Bourguignon David, *Stigmatisation et processus d'insertion des personnes sans emploi*, thèse en cours, promoteurs : G. Herman et V. Yzerbyt.

Jourdan Dany, *Dis-moi qui tu suis... Je te dirai qui tu es : Des répercussions des appartenances groupales sur la construction identitaire*, thèse en cours, promoteurs : G. Herman et O. Corneille.

Encadrement de mémoires (directement liés aux recherches de l'équipe 'Insertion')

- à la Faculté des Sciences Psychologiques et Pédagogiques : 4 mémoires
- à la Fopes : 2 mémoires

Encadrement de stagiaires

- 3 étudiants de la Faculté des Sciences Psychologiques et Pédagogiques

TROISIÈME DOMAINE

Economie sociale

Sommaire

1. Analyse socio-économique du champ des services de proximité	61
1.1. Contenu	61
1.2. Les apports sociaux.....	65
1.3. Les partenariats	66
1.4. Les perspectives 2003	66
2. Analyse de la performance des entreprises sociales	67
2.1. Contenu	67
2.2. Les apports sociaux.....	69
2.3. Les partenariats	70
2.4. Les perspectives 2003	70
3. Analyse des partenariats des initiatives de développement local et de quartier	71
3.1. Contenu	71
3.2. Les apports sociaux.....	73
3.3. Les partenariats	73
3.4. Les perspectives 2003	74
4. Analyse comparative des dynamiques d'économie sociale au Nord et au Sud	74
5. Publications, Communications.....	74
6. Direction de thèses	83

Face à la crise de régulation du système économique et des fonctions de l'État, suite à la montée du chômage, le développement de l'économie sociale fait l'objet d'un intérêt croissant. On range sous le vocable d'économie sociale les réalités socio-économiques dont la logique diffère d'une logique étatique et d'une logique capitaliste et qui ne relèvent pas des activités domestiques. L'économie sociale regroupe, donc, l'ensemble des organisations privées dont la finalité première n'est pas la recherche du profit. Bien que certaines organisations d'économie sociale plongent leurs racines dans le XIXème siècle, leurs dynamiques restent largement méconnues.

Un des objectifs de l'équipe de recherche "économie sociale" du CERISIS-UCL est donc d'approfondir la logique socio-économique sous-jacente à ces organisations et plus spécifiquement leur articulation avec le marché et l'État. En effet, loin de se développer en vase clos, l'économie sociale tisse de nombreux liens avec le marché et les pouvoirs publics. Face aux échecs du marché et de l'État, quels sont les apports et les limites de ces organisations ? Les politiques publiques sont-elles appropriées à leurs objectifs ? L'économie sociale apparaît comme une réalité multidimensionnelle et multifonctionnelle dont le rôle - au-delà de la création d'emplois - doit être appréhendé en termes de cohésion sociale et de solidarité.

Nous regroupons les recherches de l'équipe "économie sociale" du CERISIS-UCL autour de quatre axes:

1. l'analyse socio-économique du champ des services de proximité
2. l'analyse de la performance des entreprises sociales
3. l'analyse des partenariats des initiatives de développement local et de quartier
4. l'analyse comparative des dynamiques d'économie sociale au Nord et au Sud

1. Analyse socio-économique du champ des services de proximité

1.1. Contenu

L'intérêt croissant pour les services de proximité s'inscrit dans un constat : malgré le nombre important de chômeurs, nombreux sont les besoins qui demeurent non satisfaits et qui touchent à la qualité de vie. De nombreuses initiatives existent déjà sur le terrain, développées par les pouvoirs publics locaux, par le monde associatif et, dans une moindre mesure, par le secteur privé. L'objectif de ces recherches est de mieux comprendre la dynamique de ces services et leurs modes d'organisation socio-économiques afin de mieux définir les contours des politiques publiques qui pourraient favoriser leur développement. Nous avons proposé de les définir comme des services répondant à des demandes individuelles ou collectives à partir d'une proximité objective parce qu'ancrée sur un espace local restreint et, éventuellement, subjective, c'est-à-dire renvoyant à la dimension relationnelle de la prestation. Les

différentes études réalisées par le CERISIS dans le champ des services de proximité ont permis de mettre en exergue les raisons d'être d'une économie plurielle –à savoir la coexistence de différents prestataires (secteur public, secteur privé à but lucratif, économie sociale et secteur informel) et de différents financements (marchands, non-marchands et volontaires). Notre axe de recherche se concentre maintenant sur l'innovation sociale dans ce champ.

a) L'accueil des jeunes enfants

L'accueil des jeunes enfants constitue aujourd'hui un enjeu central de politique publique. La nécessité d'augmenter les capacités d'accueil en Europe a été clairement soulignée au sommet européen de Barcelone en 2002. La recherche TSFEPS (2001-2004), financée dans le cadre du 5^{ème} programme – cadre de l'Union Européenne, vise précisément à mieux connaître l'organisation des services d'accueil en Belgique et dans sept autres pays européens – les types de prestataires et de prestations, leurs financements et leurs modes de régulation – ainsi que les enjeux de cohésion sociale sous-jacents au développement du secteur. Au demeurant, et c'est une des hypothèses clef de cette recherche, ces deux dimensions sont étroitement liées notamment du fait du caractère particulier des besoins en matière de service d'accueil. La notion de construction conjointe ou co-construction de l'offre et de la demande possède en effet un caractère central dans ce type de services par nature relationnels.

Plus spécifiquement on observe, d'abord que dans tous les pays et au-delà des spécificités nationales, l'accueil des jeunes enfants implique une pluralité d'acteurs (publics, privés commerciaux, associatifs, informels et familiaux) et la mobilisation de ressources multiples (subventions, ventes des services, bénévolat, travail domestique ...). Cette structuration du secteur des services sociaux à la petite enfance peut être désignée par la notion d'Économie plurielle (*Welfare Mix*) par contraste avec l'État providence traditionnel (*Welfare state*). Son évolution suscite par ailleurs de nouveaux modes de régulation qui semblent favoriser l'apparition d'une véritable gouvernance locale. Par ce terme on entend suggérer à la fois que le niveau de la régulation publique se situe de plus en plus à l'échelon régional et local et également qu'elle se fonde désormais sur la coopération et la négociation entre de nombreux acteurs.

Ensuite, cette recherche permet de préciser comment l'accueil de la petite enfance contribue à renforcer la cohésion sociale. Par cohésion sociale, on peut essentiellement relever deux dimensions. D'abord du point de vue des objectifs poursuivis par les services, on peut considérer qu'ils contribuent potentiellement à renforcer la cohésion sociale à deux niveaux : à un niveau général dans leur volonté de socialisation et d'éducation des enfants dès le plus jeune âge et dans celle d'offrir aux parents la possibilité de concilier vie familiale et vie professionnelle voire d'encourager l'égalité homme-femme ; à un niveau plus particulier lorsqu'ils mènent des actions en faveur de l'équité ou de l'égalité d'accès des enfants – en particulier en direction des groupes à risque. Ensuite, du point de vue de la place accordée aux différents acteurs, on peut de manière identique faire l'hypothèse que le développement des pratiques coopératives est un facteur de renforcement de la cohésion sociale : à la fois dans les services eux-mêmes avec la participation et l'écoute des parents et du personnel ; et, au niveau de la régulation locale avec la

mise en place de groupes de coordination auxquels peuvent participer les différents acteurs, y compris les parents et les travailleurs du secteur.

À l'issue de la première étape, en 2001-2002, le CERISIS a remis un rapport national qui a fait l'objet de discussions et de comparaisons. Ce rapport constitue une sorte de photographie du secteur belge de l'accueil des jeunes enfants. Plus largement la présentation des différentes solutions d'accueil dans chacun des pays européens a été resituée dans le contexte des politiques socio-économiques nationales (congé maternité, congé parental, allocations familiales etc.) et dans celui de la transformation profonde des fonctionnements familiaux, y compris sur le marché du travail (familles monoparentales et recomposées, taux d'activité des femmes, importance du travail à temps partiel etc.).

La seconde étape, qui a débuté en 2002 et se poursuit en 2003, est constituée d'une série d'études de cas. L'objectif est double. D'une part il s'agit d'essayer de mieux connaître les modalités de l'économie plurielle dans les services d'accueil, en approfondissant nos connaissances sur la réalité : 1- de la pluralité des acteurs et des prestations ; 2- de la multiplicité des ressources ; et 3 - de la diversité des formes de régulation au sein et à l'extérieur des organisations. D'autre part, l'accent est mis sur le renforcement de la cohésion sociale en étudiant les mesures prises pour favoriser l'accès et l'équité des services, la qualité des services et leur adéquation aux besoins et enfin l'intégration et la participation des différentes parties prenantes au sein des services et au niveau de la régulation locale du secteur.

L'étude empirique de nature qualitative et compréhensive est menée à deux niveaux. D'abord, la recherche se situe au niveau des acteurs de la régulation locale, qu'il s'agisse des représentants locaux des pouvoirs publics, de groupements d'acteurs ou d'institutions intermédiaires. Pour ce faire deux espaces locaux ont été retenus : la commune de Schaerbeek à Bruxelles et celle d'Ottignies Louvain-La-Neuve. Ensuite au niveau des services eux-mêmes qui ont été sélectionnés a priori en fonction de leur pertinence par rapport aux questions posées. L'étude n'a donc pas essentiellement vocation à être représentative mais plutôt illustrative. Plus précisément, elle se concentre surtout sur des services qui semblent d'emblée innovants et qui cherchent ainsi à relever les défis identifiés, en proposant des solutions nouvelles par rapport aux structures traditionnelles. Toutefois et afin de préserver une dimension comparative, une structure de type plus traditionnel est incluse dans l'étude. Les questions visent donc à faire ressortir tant les pratiques que les discours des acteurs sur ces pratiques mais également sur le secteur en général et sa régulation. En amont une étude sera menée sur la situation socio-démographique de l'espace local retenu et des données seront collectées pour caractériser l'état du secteur de l'accueil à ce niveau local.

b) L'aide à domicile

L'aide à domicile aux personnes semble constituer, depuis deux à trois décennies, un problème économique et social générant des attitudes contrastées. L'angoisse des personnes et de leurs familles qui doivent réagir brutalement à l'irruption dans leur vie quotidienne de la dépendance ou du handicap tranche avec l'espoir des responsables publics et privés. Ces derniers attendent de l'essor de ces services une perspective nouvelle d'activité et de création d'emploi. Ils sont confortés en ce sens

par de nombreuses études convergeant pour reconnaître l'existence d'un gisement potentiel d'emplois dans le domaine.

Mais en même temps, il convient de se garder de tout déterminisme en la matière. Tout d'abord, l'augmentation du nombre des personnes dépendantes ne se traduit pas mécaniquement en nouveaux services. Il subsiste un écart persistant " que l'on constate entre l'affirmation, depuis des années, qu'il existe un gisement d'emplois " dans ces activités, " et l'insuffisante concrétisation de ces emplois sur le terrain ". Il importe donc d'éviter l'écueil d'une assimilation trop rapide entre " croissance des besoins " et " essor de l'emploi " et pour ce faire, il convient d'ancrer la réflexion, sur une prise en considération de ce qui fonde la spécificité de ces services de proximité.

L'ouvrage, intitulé *Les services sociaux entre associations, Etat et marché. L'aide aux personnes âgées*, dirigé par Jean-Louis Laville et Marthe Nyssens, présente l'évolution de ce secteur durant les trente dernières années dans neuf pays européens. Le champ des services de proximité est envisagé comme le résultat d'une construction sociale issue des interactions entre pouvoirs publics et initiatives d'acteurs sociaux diversifiés (militants associatifs, travailleurs sociaux, usagers, entrepreneurs). De cet examen, qui allie observations empiriques et analyses théoriques, résulte toute une série de recommandations pour l'action. Cette étude a entre autres démontré l'importance de se concentrer sur l'innovation sociale.

L'objet de cette recherche (2001 – 2004) est de construire un cadre d'analyse qui permette de mieux cerner ce que sont les innovations sociales et le rôle joué par l'économie sociale dans ce domaine. En particulier, il est question de donner un contenu à l'innovation sociale en prenant comme domaine d'étude l'aide à domicile ; d'identifier les organisations porteuses de l'innovation sociale ; et de préciser les interactions entre l'innovation sociale et les politiques publiques

Tout d'abord, nous avons défini l'innovation sociale comme un changement – pouvant porter sur les financements, les régulations, la production de biens ou services ou encore le mode de consommation – qui est sanctionné de manière positive par les acteurs sociaux concernés. Innovation sociale, parce qu'elle a également pour vocation d'être partagée et pour objectif d'améliorer la cohésion sociale. Ensuite, nous considérons que ce changement est le résultat d'un processus d'interactions et/ou de tensions entre différentes parties prenantes qui peuvent se situer à divers niveaux de contexte (micro, méso, macro). Finalement, et il s'agit de notre hypothèse centrale, nous supposons que les modalités d'organisation d'économie sociale seraient porteuses des facteurs de l'innovation sociale. Ces facteurs sont les suivants : la politique de soutien à la déviance créatrice, le multipositionnement des acteurs, l'existence de réseaux et des mécanismes de prise de décision clairs et démocratiques.

Une série d'entretiens semi-directifs ont eu lieu en 2002 auprès de sept institutions (trois associations sans but lucratif, deux fédérations, un représentant des pouvoirs publics de la région wallonne et un CPAS). *Nous avons fait un double constat face aux résultats empiriques. D'une part, d'après les résultats de l'enquête sur le service des gardes-malades, il semble évident que le contact entre l'utilisateur – et son entourage – et l'organisation prestataire de services joue un rôle fondamental durant les trois phases de l'innovation sociale. Il semblerait que cette interaction permet l'articulation entre ressources d'acteurs professionnels et d'acteurs se situant dans*

l'entourage (famille, amis, voisinage) de l'utilisateur. C'est cette articulation qui a permis la construction et la prestation du service. D'autre part, il existe une interaction entre les facteurs de l'innovation sociale entre eux et avec certaines modalités d'organisation (en particulier, la diversité des ressources et des parties prenantes).

Ce double constat nous permet de poser les questions suivantes et de suggérer par la même occasion la suite de la recherche : (a) quelles sont les différentes catégories d'utilisateurs ? (b) Y a-t-il des moyens de gestion de cette relation qui diffèrent selon les organisations et qui permettent l'articulation « positive » entre acteurs professionnels et acteurs de l'entourage, c'est-à-dire de la sphère où se situe l'innovation sociale ?

1.2. Apports sociaux

L'accueil des jeunes enfants tout comme la prise en charge de la dépendance constituent des priorités inscrites à l'agenda social et politique des pays européens. L'augmentation massive des places d'accueil, sur laquelle les partenaires européens se sont engagés, réclame que des efforts supplémentaires importants soient consentis. De ce point de vue, le projet « plan cigogne » avancé par le ministère de l'enfance de la Communauté française illustre l'intérêt porté par les pouvoirs publics belges à cette question. Plus précisément, plusieurs débats semblent aujourd'hui se dégager avec force de l'étude du secteur : celui du développement de services extrascolaires de qualité, celui de la participation et de l'implication parentales, celui de la mobilisation des entreprises et des financements privés pour résoudre le problème de la conciliation vie familiale-vie professionnelle etc. Sur toutes ces questions, la recherche TSFEPS apporte des éclairages singuliers à la fois en participant à une meilleure connaissance de l'organisation du secteur et en particulier des structures innovantes (accueil atypique) et en analysant les tensions existantes selon les solutions avancées du point de vue des objectifs de cohésion sociale. Le secteur de l'aide à domicile, dans lequel on observe, également, le développement d'innovations sociales comme les services de gardes-malades, s'adresse principalement aux personnes âgées dont le souhait est de se maintenir à domicile malgré une perte d'autonomie dans l'accomplissement de certains gestes quotidiens. Dans ce contexte, différents projets se développent ou pointent à l'horizon en Région Wallonne : le projet de décret sur l'aide à domicile, le projet d'une assurance autonomie (au niveau fédéral ou régional), le dispositif du titre - service, le fonds expérimental de soutien aux services de proximité, la réforme des programmes de résorption du chômage. Notre recherche tente de mettre en exergue les modalités d'organisation porteuses d'innovation sociale ainsi que les dynamiques sous-jacentes, tout particulièrement dans l'articulation entre le sphère familiale et la sphère professionnelle. La compréhension des interactions entre les processus d'innovation sociale et les politiques publiques sont donc au cœur du débat pour soutenir le développement de ces services porteurs de cohésion sociale et d'emplois.

1.3. Partenariat

1.3.1. Avec des scientifiques

La recherche TSFEPS s'inscrit dans les activités du réseau EMES (Émergence des entreprises sociales en Europe) et à ce titre associe huit centres de recherche basés dans différentes Universités européennes dont un peu plus de la moitié sont membres du réseau. Le CERISIS-UCL a en outre été le coordinateur associé pour la première partie du travail qui s'est achevé en septembre 2002. Avec nos partenaires français du CRIDA-LSCI, coordinateur principal du projet, des réunions de travail régulières ont permis de mettre au point une grille analytique commune aux huit pays ainsi que d'élaborer la structure du rapport transversal concluant la première étape des rapports nationaux sur l'état du secteur de l'accueil des jeunes enfants.

1.3.2. Avec des acteurs

Dans ces deux recherches, nous avons tenté de privilégier un rôle participatif et d'interactions entre les différents acteurs. En ce qui concerne l'aide à domicile en Région wallonne les acteurs du secteur ont été mobilisés au cours des différentes étapes de la recherche afin d'obtenir des recommandations qui prennent le mieux en compte tant les réalités vécues par chacun des intervenants sur le terrain que les bénéfices collectifs qui découlent de ces actions. Un espace d'échange entre les acteurs porteurs d'innovation sociale dans l'aide à domicile a ainsi pu être constitué sous la forme d'un comité de terrain en février 2003 afin de partager les premiers résultats. De même pour les services d'accueil, un certain nombre de partenaires relais a été identifié puis rencontré avant la rédaction du rapport national et au moment de la mise au point du questionnaire (notamment l'Observatoire de l'enfant, la Ligue des familles et Vie féminine). Une rencontre est prévue en septembre 2003 afin de restituer à ces partenaires ainsi qu'aux services et acteurs qui auront répondu au questionnaire les principaux résultats de l'enquête.

1.4. Perspectives 2003

En ce qui concerne la recherche sur l'aide à domicile, l'année 2003 sera consacrée à l'approfondissement du cadre d'analyse afin de préciser la relation entre les usagers, leur entourage et l'organisation prestataire, c'est-à-dire qu'il sera question de préciser les interactions qui donnent lieu à l'innovation sociale. D'autre part, nous allons étendre l'analyse empirique du côté des usagers et de leur entourage afin de préciser les interrelations entre les différentes parties prenantes à l'innovation sociale. Quant aux services d'accueil de la petite enfance, il s'agira dans un premier temps de terminer la récolte des données en soumettant les questionnaires aux services et aux acteurs chargés de la régulation (qui font partie de l'échantillon raisonné) puis d'analyser les résultats sous la forme d'un second rapport national. Pour conclure la recherche, un rapport comparatif portant sur les huit pays sera élaboré en partenariat avec l'ensemble des équipes de recherche associées.

2. Analyse de la performance des entreprises sociales

2.1. Contenu

Phénomène récemment étudié en économie sociale, le concept d'entreprise sociale rassemble les organisations d'économie sociale qui ont d'une part une dimension clairement économique, d'autre part une dimension nettement marquée d'intérêt général c'est-à-dire un objectif explicite de bénéfice à la collectivité. Ainsi, le réseau européen de recherche EMES, dont le CERISIS fait partie, définit l'entreprise sociale selon des critères économiques et sociaux. Elle a une activité continue de production de biens et/ou de services, un degré élevé d'autonomie par rapport à d'autres structures notamment les pouvoirs publics, un niveau significatif de risque économique et un montant minimum d'emplois salariés. Elle provient d'une initiative lancée par un groupe de citoyens. Elle a un pouvoir de décision non basé sur la détention de capital, une distribution limitée du profit, une nature participative impliquant les personnes affectées par l'activité (bien que ce dernier critère soit moins souvent vérifié). Enfin et surtout, l'entreprise sociale poursuit un objectif explicite de bénéfice à la communauté. Nous nous attachons à développer une notion de performance socio-économique pour les entreprises sociales. Une des sphères d'activité dans laquelle les entreprises sociales sont les plus actives est celle de la formation et de l'intégration professionnelle des personnes exclues sur le marché du travail. Ces entreprises sociales d'insertion par l'économie ont pour objectif principal d'aider les personnes peu qualifiées, qui risquent une exclusion permanente sur le marché du travail, à retrouver un travail et à réintégrer la société à travers une activité de production.

a) Entreprises de formation par le travail et qualité de vie

Dans le cadre de ce projet, nous nous penchons sur l'analyse des trajectoires des bénéficiaires dans une perspective multidimensionnelle des bénéfices que les entreprises de formation par le travail (EFT) leur procurent en terme de qualité de vie. Les EFT sont un type d'entreprises sociales d'insertion par l'économie qui accueille des stagiaires pour une période de maximum 18 mois. Les données utilisées dans cette étude sont extraites de l'enquête conduite par le CERISIS-UCL (entre janvier 1997 et octobre 1999) sur l'ensemble des vingt E.F.T. de la province du Hainaut, intégrant trois vagues d'enquête suivant le parcours des stagiaires (en début de stage, au terme de celui-ci, et neuf mois plus tard). Sur cette base, un indicateur de qualité de vie a été construit. L'idée maîtresse de cette analyse est d'élargir l'évaluation de l'efficacité des entreprises sociales à d'autres critères que la seule réinsertion des bénéficiaires sur le marché de l'emploi. La multidimensionnalité de l'insertion renvoie *aux différents domaines de vie*. Sept domaines de vie sont apparus comme les lieux préférentiels d'investissement, de réalisation de soi, de source de satisfaction et d'insatisfaction des stagiaires en EFT : l'emploi, la scolarité et la formation, la famille, les amis, les voisins et le quartier, les loisirs, la vie associative. La multidimensionnalité souligne, ensuite, tant les aspects objectifs que subjectifs de la qualité de vie. La force principale des indicateurs objectifs est précisément leur objectivité c'est à dire leur indépendance par rapport aux jugements des bénéficiaires mais aussi le potentiel de consensus social qu'ils recèlent. En effet, ils reflètent, via la sélection qui est faite, les idéaux normatifs de la société qui

entourent les bénéficiaires (avoir un revenu, un emploi...). La critique majeure adressée aux indicateurs objectifs est l'absence de prise en compte du point de vue des bénéficiaires eux-mêmes. Les indicateurs subjectifs tentent donc d'appréhender le bien-être tel que perçu par les individus et donc réintroduisent l'expérience personnelle pour mesurer la qualité de vie. Cependant, réduire la qualité de vie au bien-être subjectif implique également certaines limites. En effet, le jugement de bien-être est relatif et susceptible d'adaptation. Des personnes peuvent s'estimer heureuses de ce qu'elles ont et manifester un jugement de bien-être relativement élevé, du fait que, face à des conditions de vie apparemment mauvaises, elles ont appris à restreindre leurs aspirations et leurs désirs. Le jugement de bien – être est également sous-tendu par des processus de comparaison sociale et par les caractéristiques de la personnalité des individus. La pertinence du bien – être subjectif en tant que seule mesure de la qualité de vie est donc mise en cause par sa déconnexion apparente, compte tenu de ses interactions complexes, avec les conditions de vie objectives des individus. Les jugements de bien-être ne peuvent donc suffire à établir des critères de justice sociale.

C'est ainsi que pour chacun de ces sept domaines de vie, 3 indices ont été construits sur base des réponses des stagiaires grâce à des traitements statistiques de méthodes de réduction de données (analyse de correspondance multiple, méthode de classification) : un indice de fonctionnement objectif, un indice de satisfaction spécifique et une mesure d'importance subjective. Ce type d'indicateur permet d'appréhender le degré de valorisation des différents domaines de vie par les stagiaires.

En 2002, nous avons exploité l'indicateur de qualité de vie. Nous nous sommes concentrés sur l'analyse de l'interaction entre indicateurs objectifs et subjectifs dans l'indicateur de qualité de vie, sur l'évolution de la qualité de vie des stagiaires au cours du temps en distinguant grâce aux méthodes de classification, les différents profils des stagiaires, sur l'analyse économétrique des déterminants de l'insertion professionnelle et du processus d'abandon du stage en EFT. Les résultats de ces estimations ont été obtenus par le biais de l'utilisation de modèles à « utilité aléatoire » sur des variables dichotomiques. Plus particulièrement, nous avons utilisé un modèle « probit bivarié à observabilité partielle » pour évaluer l'insertion professionnelle après le passage en E.F.T. en essayant par là de corriger les éventuels biais de sélection dus à un processus d'abandon non-aléatoire du programme. Afin d'évaluer le processus d'abandon, nous avons utilisé des modèles « probit classiques ».

b) La performance socio-économique des entreprises sociales d'insertion

Le projet « PERSE » (2001-2004), inséré dans le programme de recherche européen du cinquième programme-cadre, dont le CERISIS est le coordinateur, vise à appréhender la performance socioéconomique des entreprises sociales d'insertion par le travail, en étudiant plus de 150 entreprises réparties dans 11 pays de l'Union Européenne, en ce compris la Belgique. Cette étude comporte trois axes de recherche. Le premier concerne l'analyse des ressources spécifiques mobilisées par ces entreprises: leur origine (les entreprises, les ménages, l'Etat), leur nature (marchande, non-marchande ou émanant du capital social) et leur combinaison

spécifique. Un deuxième axe concerne l'analyse de la pluralité des objectifs de ces entreprises ainsi que l'évolution organisationnelle des entreprises sociales à travers le temps, notamment en interaction avec les politiques publiques. Les entreprises sociales ont-elles tendance à se défaire de leurs spécificités avec le temps (engagement de volontaires, liens et partenariats avec de multiples parties prenantes...) et à adopter des comportements similaires à ceux des entreprises privées à but lucratif ou des organisations publiques traditionnelles ? Le modèle est-il durable ou les entreprises sociales glissent-elles vers des pratiques de gestion et de gouvernance plus traditionnelles ? Comment les politiques publiques tiennent-elles compte des spécificités des entreprises sociales ? Pour ces deux premiers axes, nous avons interrogé, de manière approfondie, les responsables de 15 entreprises d'insertion en Wallonie en 2003. Les questions visent donc à faire ressortir tant les pratiques que ces entreprises développent que les discours des acteurs sur ces pratiques. Le troisième axe se centre sur l'analyse des profils des bénéficiaires et de leurs trajectoires par rapport aux principaux objectifs des entreprises d'insertion (insertion professionnelle, capital humain et capital social). C'est grâce à une recherche SSTC que nous pouvons l'approfondir. Notre échantillonnage repose sur une approche en termes de « flux ». Il s'agit d'analyser le devenir d'une centaine de travailleurs entrés en 2001 dans les entreprises d'insertion en Wallonie.

Les chercheurs concentrent la contribution de ce projet autour des points suivants : le développement théorique de concepts émergents grâce à une approche multidisciplinaire - entreprise sociale, « welfare mix et économie plurielle », capital social et isomorphisme institutionnel ; la contribution croisée entre les hypothèses théoriques et la compréhension des dynamiques des entreprises sociales (analyse de la forme organisationnelle, des aspects socio-économiques et de l'interface entre les entreprises sociales et les politiques publiques) ; le développement d'outils méthodologiques pour l'analyse du capital social et pour la mesure des bénéfices individuels et collectifs ; et les implications pour les politiques publiques concernant les entreprises sociales.

2.2. Apports sociaux

Un premier apport est d'analyser l'évolution des entreprises sociales face aux politiques publiques. Alors que les entreprises sociales d'insertion par l'économique ont émergé, pour la plupart, dans le champ du travail social, beaucoup s'inscrivent aujourd'hui dans des cadres légaux spécifiques liés aux politiques actives d'emploi qui ont connu un essor considérable depuis les années 1980, dans le cadre d'un noyau structurel de chômage. L'entrée dans l'action publique de ces entreprises sociales d'insertion par l'économique permet la reconnaissance institutionnelle de leur rôle dans la problématique de l'insertion des personnes défavorisées sur le marché de l'emploi, et ainsi un accès plus stable à des ressources non-marchandes en reconnaissance de cette production de bénéfices collectifs. Cependant, elle comprend également un risque de perte d'autonomie et d'innovation pour le secteur. L'enquête sur les entreprises d'insertion va nous permettre d'analyser les différents modèles d'organisation présents en Wallonie par rapport aux politiques publiques. De plus, s'agissant d'une enquête européenne, nous pourrions comparer ces différents modèles d'entreprises d'insertion en Belgique avec celles des autres pays européens.

Un second apport de ces recherches est de mesurer et de visualiser la diversité des effets des entreprises sociales sur la trajectoire des bénéficiaires et ainsi tenter d'opérationnaliser la multidimensionnalité des modalités de l'insertion sociale et professionnelle. Il s'agit également de mettre en exergue le fait que les trajectoires des différents groupes de bénéficiaires sont loin d'être uniformes. Ces résultats questionnent donc, entre autres, le fait de cantonner les entreprises sociales à certaines étapes du parcours d'insertion alors que leurs bénéficiaires se situent à des moments différents dans leur processus d'insertion.

2.3. Partenariat

2.3.1. Avec des acteurs

Nous sommes en partenariat étroit avec 15 entreprises sociales d'insertion en Wallonie, qu'elles aient adopté le statut légal d'Entreprise d'Insertion agréée par la Région wallonne ou non. Nous rencontrons ces initiatives, interrogeons leur(s) porteur(s) de projet et leurs travailleurs. De même, les responsables d'entreprise seront associés à la discussion autour des résultats de l'enquête.

2.3.2. Avec des scientifiques

Etant donné que le CERISIS-UCL est le coordinateur de la recherche européenne PERSE, celui-ci est en étroite collaboration avec onze centres de recherche dans 10 pays différents de l'Union Européenne, centres de recherche regroupés au sein du réseau européen EMES qui vise l'Etude de l'Emergence de l'Entreprise Sociale.

Quant à la recherche SSTC portant sur les effets individuels du passage en entreprise sociale d'insertion, nous sommes en partenariat avec le Centre d'Economie Sociale de l'Université de Liège et l'Hoger Instituut Voor de Arbeid de la Katholieke Universiteit Leuven.

2.4. Perspectives 2003

Le programme de recherche entreprend l'analyse d'un échantillon d'environ 165 entreprises sociales d'insertion par le travail dans 11 pays de l'UE pour les deux thèmes - objectifs et ressources -. L'objectif de la première année (2001-2002) était le développement des outils analytiques adéquats. Sur base d'une analyse approfondie de la littérature, nous avons déterminé les facteurs clés permettant de cerner la performance socio-économique des entreprises sociales dans le champ de l'insertion par le travail, le but étant de développer des indicateurs adéquats pour chacun de ces facteurs clés. Pendant la deuxième année (2002-2003), nous effectuons la récolte des données et les analyses basées sur l'enquête auprès d'entreprises sociales d'insertion par le travail en Belgique. L'objectif de la dernière année (2003-2004) est la réalisation d'une analyse transversale à l'ensemble des pays européens présents dans la recherche, pour chaque thème et la publication des résultats.

3. Analyse des modalités des partenariats des initiatives de développement local de quartier

3.1. Contenu

Notre recherche (2000 – 2003) part du constat que le partenariat, bien qu'il soit considéré comme un enjeu important des politiques de développement local, est une notion qui n'est pas clairement définie et qui recouvre des réalités fort différentes qu'il convient d'identifier et d'analyser.

Depuis les années 80, en effet, un intérêt croissant est porté aux dynamiques locales de développement et à la décentralisation des compétences. Ces évolutions ouvrent, notamment, la voie à la reconnaissance d'acteurs autres que l'Etat et les entreprises privées tels que les organisations d'économie sociale et les habitants. Elles participent à la reconfiguration des rapports entre l'Etat, le marché et la société civile donnant lieu à des nouveaux modes d'interaction entre ces acteurs en particulier à l'échelon local. Dans ce contexte, de nouvelles formes institutionnelles, basées sur des logiques de coordination et de partenariat, voient le jour. Ces formes de partenariat sont toutefois fort variées. Il nous semble donc important d'analyser la notion de partenariat en identifiant les dimensions qui peuvent caractériser ces formes institutionnelles, leurs avantages et leurs limites.

Face à la diversité des partenariats et à l'absence d'une définition claire et reconnue de tous, nous avons ciblé notre recherche sur les partenariats qui se caractérisent par la participation de différents types d'acteurs à la structure de propriété en vue de prester des services en commun. Nous étudions ces partenariats dans le cas des services (quasi)collectifs pour le développement local ou de quartier, c'est-à-dire des services qui, au-delà des bénéfiques pour les usagers, engendrent des bénéfiques pour la collectivité (locale). Ces services peuvent être fort divers, allant de la création d'une halte-garderie pour les enfants de 0 à 3 ans issus de milieux fort défavorisés à l'amélioration du cadre de vie en passant par des initiatives d'aide à la création d'emplois.

L'objectif général de la recherche est double. Il s'agit, dans un premier temps, de clarifier la notion de développement socio-économique local et son évolution tant du point de vue conceptuel que du point de vue des politiques publiques. Cette première étape a été réalisée en 1999. Dans un second temps, la recherche consiste à appréhender la notion d'économie plurielle (i.e. l'existence d'une pluralité de prestataires et de financements) au sein des dynamiques de développement local (en particulier dans les quartiers en crise) en approfondissant deux questions :

- l'analyse des modalités de partenariat entre secteurs public, associatif, privé commercial et de participation des habitants;
- l'analyse des modes de financement des initiatives de développement local et des critères d'évaluation liés à l'octroi de subventions publiques.

Notre recherche porte sur les partenariats caractérisés par la présence d'une pluralité de parties prenantes au sein de la structure de propriété des organisations

(i.e. *multi-stakeholder organisations*). Est considérée comme partie prenante toute personne ou organisation qui a un intérêt dans l'organisation, dans ce qu'elle produit ou dans ses performances.

En nous basant sur les apports de la théorie économique des organisations, nous avons tout d'abord analysé la structure de propriété dans le cas d'organisations non lucratives, publiques ou privées, dont la propriété revient à une diversité de parties prenantes. L'analyse de la propriété de ces organisations conduit à l'élaboration d'une typologie des organisations en fonction de la présence (ou de l'absence) de différents types de parties prenantes d'une part et en fonction des caractéristiques de la structure de propriété d'autre part. Ce travail a permis de clarifier la notion de partenariat et de révéler la diversité des formes institutionnelles et de financement qui se cache derrière un même terme. En outre, l'analyse montre que la composition de la structure de propriété ne suffit pas pour décrire la propriété des organisations mais que d'autres variables doivent être prises en compte.

Nous avons ensuite identifié les avantages et les limites de différents types de propriété composée d'une pluralité de parties prenantes. Nous sommes partis de l'identification des caractéristiques des services de développement local ou de quartier qui engendrent d'importants coûts de transaction sur le marché que l'intégration d'une diversité de parties prenantes au sein d'une même structure de propriété pourrait réduire. Ainsi, l'offre de services de développement local demande des investissements spécifiques, qui s'inscrivent dans la durée, qui reposent sur la construction de relations de confiance dans un environnement incertain, pour fournir des services quasi-collectifs dont l'évaluation de la qualité et des performances est difficile.

L'intérêt d'une approche en termes de coûts de transaction est de distinguer différents types de coûts qui sont associés aux transactions sur le marché, tels que des coûts de coordination et de négociation entre les parties impliquées dans la transaction, et de mettre en évidence que la forme organisationnelle qui prévaudra est celle qui permettra de réduire ces coûts. Mais la constitution d'une structure de propriété *multi-stakeholder* comporte elle-même des coûts, dits de propriété, qui sont liés soit aux coûts de la décision collective, tels que l'instauration d'un mécanisme de vote, soit aux coûts d'agence, qui consistent principalement en des coûts de motivation qui émergent dans le cadre de relations d'agence, que ce soit entre propriétaires et managers et/ou entre employeurs et travailleurs du fait que les intérêts de ces différents agents peuvent diverger. Nous avons, sur cette base, formulé deux hypothèses de recherche. D'une part, l'implication d'une diversité de parties prenantes dans la propriété des organisations permet de réduire les coûts de transaction sur le marché tout en compensant pour l'augmentation des coûts de propriété qui en découle. D'autre part, les avantages et les limites du partenariat varient en fonction du type de structure de propriété des organisations considérées.

Nous avons, enfin, analysé les structures de financement de ces organisations et étudié les liens entre types de propriété et types de financement mobilisés par les différentes organisations. Les types de financement peuvent influencer la répartition du pouvoir au sein de l'organisation ainsi que la nature des relations entre les membres de la structure de propriété. En effet, la présence des bailleurs de fonds

(publics ou privés) dans la propriété peut être vue comme une façon de contrôler l'usage des subsides ou des dons dans la mesure où les financeurs des services ne sont pas les bénéficiaires directs. Par ailleurs, l'analyse du lien entre propriété et financement fait ressortir que, malgré une forte prédominance des financements non marchands, l'hybridation des ressources est principalement une caractéristique des organisations privées non lucratives.

L'objectif de notre analyse empirique est d'améliorer la connaissance des modes de fonctionnement des partenariats existants et d'élaborer une typologie fine des modalités de partenariat dans les services de développement de quartier. Les données ont été récoltées entre octobre 2000 et mars 2001 sur la base d'un questionnaire semi-ouvert. L'analyse porte sur 27 initiatives, publiques ou privées non lucratives, situées dans l'arrondissement de Charleroi qui rencontrent les critères suivants : 1) poursuivre explicitement un objectif de développement local ou de quartier ; 2) avoir une structure de propriété composée d'une diversité de parties prenantes ; 3) fournir des services quasi-collectifs sur une base régulière.

3.2. Apports sociaux

L'implication d'une pluralité de parties prenantes dans la propriété peut être vue comme une nouvelle forme institutionnelle qui mérite d'être analysée en profondeur. Notre recherche s'inscrit dès lors dans les travaux actuels qui portent sur les nouveaux modes de coordination de l'action collective en particulier au niveau local. Quelles sont les formes institutionnelles que ces partenariats adoptent sur le terrain ? Quels sont les acteurs impliqués ? Quels sont leurs modes de fonctionnement ? Quels en sont les avantages et les limites ? Tant de questions auxquelles cette recherche tente d'apporter des éléments de réponse en offrant une grille de lecture aux opérateurs de terrain, confrontés à la reconfiguration des rapports entre différents types d'acteurs et aux exigences des financements publics, et aux décideurs politiques en ce qui concerne les politiques publiques à mettre en place pour soutenir les initiatives de développement local ou de quartier.

3.3. Partenariat

3.3.1. Avec des acteurs

Cette recherche est menée en partenariat avec des acteurs de terrain de la communauté urbaine de Charleroi. Ce partenariat avec les acteurs de terrain aux différentes étapes de la recherche permet une meilleure compréhension de la réalité et des enjeux qui en découlent et, dès lors, la formulation de recommandations pour les politiques publiques les plus appropriées possibles. Un comité d'accompagnement de terrain a été créé à cet effet.

3.4. Perspectives 2003

L'année 2003 sera consacré à la rédaction et à la présentation des analyses concernant les typologies des modalités de partenariat et de financement et des avantages et des limites des partenariats. Sur la base de ce travail, des pistes de recherche privilégiées seront dégagées pour l'année 2004. Nous envisageons, à ce stade, d'étendre les résultats de cette recherche à l'analyse des modes de partenariat et de régulation locale dans le cas des services d'accueil de la petite enfance.

4. Analyse comparative des dynamiques d'économie sociale au Nord et au Sud

L'étude du secteur informel dans les pays du Sud et de ses liens avec les dynamiques d'économie sociale a été l'objet de plusieurs travaux. L'analyse comparative des dynamiques des organisations d'économie sociale dans les pays du Nord et les pays du Sud est également dans les intérêts de recherches. Ce projet s'inscrit notamment dans le prolongement du forum sur la gouvernance et le développement local que le Cerisis a organisé avec l'Institut des Etudes en Développement de l'UCL. Il s'est matérialisé également par la participation du CERISIS au projet CUD d'observatoire de l'économie sociale au Burkina-faso.

5. Publications, communications

5.1. Publications scientifiques (articles et participation à des ouvrages scientifiques)

D'Addio A-C. (2002), Le passage en Entreprise de Formation par le Travail en Hainaut : une étude économétrique des déterminants de l'insertion professionnelle et de l'abandon du programme, à paraître dans Chapitre 9, *Formation Continue*, vol. I, ouvrage collectif ed. Ministère de la Région Wallonne.

D'Addio A-C. & Pinxteren A. (2002), Ateliers Sociaux et Entreprises de Formation par le Travail : caractéristiques des publics cibles et résultats des dispositifs, *Revue Belge de Sécurité Sociale*, n° 4.

D'Addio A-C. & Lefevre C. (2002), Qualité de vie et insertion sur le marché de l'emploi du public EFT. In CIFOP (Ed.), *Quinzième Congrès des Economistes Belges de Langue Française, Commission 3 : Politiques Actives pour l'Emploi*, pp.197-222.

Defourny J., Nyssens M., Simon M. (1998), La réinsertion par l'économie en Belgique. In J. Defourny J. et L. Favreau (sous la direction de), *Associations et réinsertion par l'économie : une perspective internationale*, Paris : Desclée de Brouwer, pp. 73-98.

Defourny J., Nyssens M., Simon M. (2001), Integration through work in Belgium. In R. Spear, J. Defourny, L. Favreau, J-L. Laville (Eds), *Tackling Social Exclusion in Europe*, Ashgate.

Defourny J. & Nyssens M. (2001), Social enterprises and proximity services in Belgium. In C. Borzaga and J. Defourny (Ed), *The Emergence of Social Enterprise*, London : Routledge, pp. 47-64.

Defourny J. & Nyssens M., Belgio: le impresa sociali nei servizi alla comunità. In C. Borzaga and J. Defourny (Ed), *L'impresa sociale in prospettiva europea*, Edizioni 31, pp. 67 -90.

Gilain B. & Nyssens M. (1999), L'économie sociale dans les services de proximité : pionnière et partenaire dans un champ en développement, *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, 273, pp. 40-55.

Gilain B. & Nyssens M. (1998), L'économie sociale dans les services de proximité : pionnière et partenaire dans un champ en développement. In Reflets et perspectives de la vie économique, XXXVII, 4, pp. 21-42.

Gilain B. & Nyssens M. (2000), Modes d'organisation et dynamiques dans les services de proximité : vers un nouveau welfare mix. In *Economie sociale, enjeux conceptuels, insertion par le travail et services de proximité*, De Boeck, pp. 89 –120.

Gilain B. & Nyssens M. (2001), Les services d'aide à domicile aux personnes âgées en Belgique : l'histoire d'un partenariat associatif – public. In *les services sociaux entre associations, Etat et marché, l'aide aux personnes âgées*, Paris : La Découverte, pp. 47-65.

Gilain B. & Petrella F.(1997), Quelles subventions à la consommation pour le développement des services de proximité ? In IRES, *La mobilité sur le marché du travail: quantification, diagnostic et politiques*, Etude spéciale de l'IRES, Septembre, Louvain-la-Neuve, pp. 67-98.

Gilain B., Jadoul B., Nyssens M. & Petrella F.(2001), Les services de proximité : une pluralité d'acteurs et d'effets sur l'insertion. In G. Liénard (sous la direction de), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 241-268.

Jadoul B., Nyssens M. & Petrella F.(2001), Regards d'économistes sur l'insertion. In G. Liénard (sous la direction de), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 53-67.

Laville J.L. & Nyssens M. (2000), Solidarity – Based Third Sector Organizations in the « Proximity Services » Field : a European Francophone Perspective , *Voluntas*,11-1, pp. 67-84.

Laville J.L. & Nyssens M. (2001), The Social Enterprise : Toward A Theoretical Approach. In C. Borzaga and J. Defourny (Ed), *The Emergence of Social Enterprise*, London : Routledge, pp. 312-332.

Laville J.L. & Nyssens M., L'impresa sociale: un approccio socio-economico. In C. Borzaga and J. Defourny (Ed), *L'impresa sociale in prospettiva europea*, Edizioni 31, pp. 265 - 295.

Laville J.L. & Nyssens M. (2001), Les services sociaux entre associations, Etat et marché, l'aide aux personnes âgées, Paris : La Découverte, 288 p.

Laville J.L. & Nyssens M. (Eds) (2001), *Economía Social y Servicios Sociales; los servicios sociales entre las asociaciones, el estado y el mercado: los servicios de ayuda a las personas mayores*, Ciriec -España.

Lefèvre C. (2001), Insertion et qualité de vie. Pertinence de l'approche multidimensionnelle. In G. Liénard (sous la direction de), *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont : Mardaga, pp. 119-139.

Lefèvre C. (2002), *Qualité de Vie, Approche en Termes de Fonctionnement Individuels*, Thèse de Doctorat, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, Université catholique de Louvain, Belgique.

Lorant V. & Petrella F. (2000), *L'évaluation des politiques sociales : une application à l'accueil de la petite enfance*, Etude spéciale de l'IRES, Analyses économiques et prévisions, septembre 2000, pp. 85-103.

Nyssens M. (2000), Les approches économiques du tiers-secteur, apports et limites des analyses anglo-saxonnes d'inspiration néo-classique. In *Sociologie du travail*, 42, pp. 551-565.

Nyssens M. (2000), Services de proximité : vers une nouvelle régulation entre politiques publiques et organisations non-marchandes ?. In M. Capron et G. Liénard (coord), *Face à la mondialisation, justice sociale, développement économique et contre – pouvoir*, EVO, pp. 115-122.

Nyssens M., Fonteneau B. & Fall A. (1999), Economie populaire : creuset de pratiques d'économie solidaire ?. In J. Defourny, P. Develtere, B. Fonteneau (sous la direction de), *L'économie sociale au Nord et Au Sud*, Bruxelles : De Boeck, pp. 159-178.

Nyssens M., Fonteneau B. & Fall A. (2001), Economía Popular : fuente de practicas de economía solidaria ?. In J. Defourny, P. Develtere, B. Fonteneau (sous la direction de), *La economía social en el Norte y en el Sur*, Buenos Aires : Corregidor.

Nyssens M., Fonteneau B. & Fall A. (2000), Popular Economy : Roots of Solidarity Economy ?. In J. Defourny, P. Develtere, B. Fonteneau (sous la direction de), *Social Economy, North and South*, CES and Hiva.,

Nyssens M. & Van der Linden B. (2000), Embeddedness, Cooperation and Popular-Economy Firms in the Informal Sector, *Journal of Development Economics*, 61, pp. 175-204.

Nyssens M. & Grégoire O. (2002), Les entreprises sociales d'insertion par l'économie en Belgique, *EMES Working Papers* (WP 02/03).

Petrella F. (2001), Proximity Services: An Analysis of Public and Nonprofit Relations, *Annals de of public and cooperative economics*, vol.72, n°1, March 2001, pp. 77-101.

5.2. Rapports de recherche et Cahiers du Cerisis

Gaussin C. (1997), Analyse multidimensionnelle du coût des entreprises de formation par le travail en Wallonie, *Les Cahiers du Cerisis*, 97/3a, Cerisis-UCL.

Gilain B., Jadoul B., Nyssens M., Petrella F. (1998), Les services de proximité. Quels modes d'organisation socio-économiques pour quels enjeux ?, *Les cahiers du Cerisis*, 98/6, Cerisis-UCL.

Gilain B. (1998), Les enjeux liés à l'organisation de l'aide à domicile. Une analyse économique, *Les cahiers du Cerisis*, 98/7, Cerisis-UCL.

Jadoul B. (2000), Le financement des services de proximité par les politiques actives d'emploi. Une évaluation du coût pour les pouvoirs publics, *Les cahiers du Cerisis*, 2000/13, Cerisis-UCL.

Lefèvre C. (1997), Un modèle multidimensionnel de la qualité de vie : Analyse des bénéficiaires des entreprises de formation par le travail en Hainaut, *Les Cahiers du Cerisis*, 97/3b, Cerisis-UCL.

Lefèvre C. (1999), Qualité de vie multidimensionnelle et formations par le travail. Pertinence de l'approche et validation du questionnaire, *Rapport de recherches* destiné à la Région Wallonne et au Fonds Social Européen.

Lefèvre C. (2000), Qualité de vie multidimensionnelle et formations par le travail. Analyse des première et seconde vagues d'enquêtes, *Rapport de recherches* destiné à la Région Wallonne et au Fonds Social Européen.

Lefèvre C. (2001a), Qualité de vie, insertion socioprofessionnelle et formation par le travail. Analyse d'un panel en trois vagues d'enquêtes dans les EFT du Hainaut, *Rapport de recherches* destiné à la Région Wallonne et au Fonds Social Européen.

Lefèvre C. (2001b), Qualité de vie multidimensionnelle et formation par le travail, *Les Cahiers du Cerisis*, 2001/16, Cerisis-UCL.

Lhuillier V.; Degavre F. & Petrella F. (2002), La transformation des structures familiales et des politiques sociales et les modes d'accueil des jeunes enfants, *Rapport national belge Commission européenne*, septembre 2002.

Nyssens M. & Petrella F. (1996), L'organisation des services de proximité à Charleroi : vers une économie plurielle ?, *Les cahiers du Cerisis*, 96/1, Cerisis-UCL.

Oulhaj L. (2001), Les dynamiques de l'innovation sociale dans l'aide à domicile. In *Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité*, Rapport d'activité d'avancement de la recherche, Partie I, décembre, Cerisis-UCL, 18 p.

Oulhaj L. (2002), Les dynamiques de l'innovation sociale dans l'aide à domicile. In *Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité*, Partie I, Rapport intermédiaire de recherche, décembre, Cerisis-UCL, 80 p.

Petrella F. (2001), Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité, *Rapport intermédiaire de recherche*, Décembre 2001.

Petrella F. (2002), Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité, Partie 2 : L'analyse des modalités de partenariat et de financement des initiatives de développement local ou de quartier, *Rapport intermédiaire de recherche*, Décembre 2002.

5.3. Communications et interventions dans des colloques scientifiques

D'Addio A. (2002), Qualité de vie et insertion sur le marché de l'emploi du public EFT, Quinzième Congrès des Economistes Belges de Langue Française, Commission 3 : Politiques Actives pour l'Emploi.

Lefèvre C. (1998), Apprentissage professionnel et qualité de vie : les processus cognitifs comme variables intermédiaires, *12^e Colloque de l'Association pour le Développement des Méthodologies d'Évaluation en Éducation*, Mons, 10 septembre.

Lefèvre C. (1999), La théorie des capabilités de Sen appliquée à l'évaluation du travail social d'insertion, Exposé présenté à la Conférence *Comment mesurer la richesse et le développement humain ?*, Centre Culture et Société, Centre d'Éthique Contemporaine, & École de Formation d'Animateurs Sociaux, Lille, 31 Mars 1999.

Lefèvre C. (1999), Un modèle multidimensionnel de la qualité de vie. Pertinence de l'approche par rapport aux mesures unidimensionnelles, Exposé présenté à la *9^{ème} Conférence sur les Politiques Sociales Canadiennes*, Université de Québec à Montréal & Université de Montréal, Montréal, 20-23 juin 1999.

Lhuillier V. (2002), Welfare mix et tiers secteur, changements et tensions dans les finalités des services d'accueil des jeunes enfants en Europe, *Première conférence européenne de l'Économie sociale dans les pays d'Europe Centrale et Orientale*, Prague, octobre 2002.

Lhuillier V. (2001), Discussion sur le livre dirigé par Jean-Louis Laville et Marthe Nyssens, *Les services sociaux entre associations, État et marché*, Association des sociologues de langue française, IRESCO, Paris, décembre 2001.

Nyssens M. (1998), Le rôle de l'économie populaire dans le développement : le cas des organisations paysannes en Bolivie, *Séminaire sur le rôle des femmes dans l'économie sociale en Bolivie*, Institut d'études du développement, UCL, 19 février 1998.

Nyssens M. (1998), Services de proximité et économie sociale, *Séminaire Théories et Pratiques du Développement local*, Groupe de recherche sur les économies locales, Université du Littoral, Dunkerke, le 9 mars 1998.

Nyssens M. (1998), The development of Proximity Services : the case of Belgium, *colloque de l'ISTR (International Society for Third Sector Research)*, Genève, Juillet 1998.

Nyssens M. (1999), Des recherches économiques qui renouvellent les perceptions du marché, de l'Etat et des associations sans but lucratif, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Janvier 1999.

Nyssens M. (1999), Les enjeux de l'économie sociale en Belgique, Université de Barcelone, mai 1999.

Nyssens M. (1999), L'économie sociale dans les services de proximité : pionnière et partenaire dans un champ en développement, *IXième colloque sur les politiques sociales canadiennes*, Montréal, juin 1999.

Nyssens M. (2000), Towards a theoretical approach of social enterprise, *colloque de l'ISTR (International Society for Third Sector Research)*, Dublin, Juillet 2000.

Nyssens M. (2000), Services de proximité et économie plurielle : quels enjeux ?, *Colloque Etat, finalité de profit, économie sociale, vers une économie résolument plurielle*, Bruxelles, novembre 2000.

Nyssens M. (2001), Des recherches économiques qui renouvellent les perceptions du marché, de l'Etat et des associations sans but lucratif, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Janvier 2001

Nyssens M. (2001), *Economie sociale, gouvernance locale, pratiques populaires face à la globalisation*, IED et CERISIS, Université Catholique de Louvain, mars 2001.

Nyssens M. (2001), Services de proximité : mise à l'emploi pour davantage de cohésion sociale, Values at work, *Conférence Européenne sur l'économie sociale*, 13 et 14 novembre 2001, Gand.

Nyssens M. (2001), *Social Enterprise: a comparative perspective*, Trento, Italie, 13 - 15 décembre 2001

Nyssens M. (2002), *The socio-economic performance of social enterprises*, Commission européenne, DG Recherche, 29 avril 2002.

Nyssens M. (2002), The socio-economic performance of social enterprises, IRES - UCL, 24 mai 2002

Nyssens M. (2002), *The socio-economic performance of social enterprises*, Enlarging Social Economie, Prague, 24 octobre 2002.

Nyssens M. (2002), Economie sociale eu Nord et au Sud, quels enjeux, une vision comparative, CNRS - LCSI, Paris, Novembre 2002.

Oulhaj L. (2002), L'innovation sociale dans l'aide à domicile en Wallonie, Communication lors du *Programme de Formation sur la protection sociale*, Université des Femmes, Décembre 2002, Belgique

Petrella F. (2000), Public-nonprofit partnerships for the regeneration of distressed urban areas : the case of Belgium, ISTR Fourth International Conference, *The Third Sector : For What and For Whom ?*, Trinity College, Dublin, July 5-8, 2000.

Petrella F. (2000), Public-nonprofit partnerships for the regeneration of distressed urban areas: the case of Belgium, Fourth International Research Symposium on Public Management, *Public Management : A globally convergent or a nationally divergent phenomenon ?*, Erasmus University Rotterdam, 10-11 April 2000.

Petrella F. (2001), La gouvernance locale au Nord : quelles significations dans le contexte belge ?, communication au colloque *Gouvernance locale, Economie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Louvain-la-Neuve, 27-28 mars 2001.

Petrella F. (2001), Are public-private partnerships beneficial for the success of urban regeneration initiatives ?, communication lors du Fifth International Research Symposium on Public Management, *Building public-private partnerships : theoretical and empirical developments*, University of Barcelona, 9-11 April 2001.

Petrella F. (2001), Public-nonprofit partnerships in the provision of quasi-collective services : the case of distressed urban areas, *Doctoral workshop*, Département des sciences économiques, Louvain-la-Neuve, 22 mai 2001.

Petrella F. (2001), Public-private partnerships for local development : the case of distressed urban areas, communication au Workshop on *Quasi-Markets and Social Services*, Louvain-la-Neuve, 25 septembre 2001.

Petrella F. (2001), Balancing public provision and voucher : an appraisal of quality, equity and choice in the Belgian child day care system, communication au séminaire sur les *Quasi-markets and Social services*, Louvain-la-Neuve, 25 septembre 2001.

Petrella F. (2002), Public-nonprofit partnerships in the provision of quasi-collective services : the case of distressed urban areas, *Doctoral workshop*, Département des sciences économiques, Louvain-la-Neuve, Octobre 2002.

5.4. Autres articles

Nyssens M. (2002), Au cœur de l'économie plurielle, les services de proximité, *Revue Louvain*, n°127, 2002, pp. 12-14.

Petrella F. (2002), The emergence of the local dimension in employment and development issues, *Travaux de l'Institut d'études européennes*, n°9, Louvain-la-Neuve.

Petrella F. (2002), Crèches en partenariat, *La Libre entreprise*, supplément de *La LibreBelgique*, 1^{er} février.

Petrella F. (2002), Les services de proximité à l'heure de l'évaluation : des critères adaptés aux moyens disponibles, *Traverses*, novembre 2002.

Petrella F. & Polléus J-P. (2001), Micro-crédit & Co : de bonnes idées à retravailler..., *Traverses*, n°163, mars 2001.

Jadoul B. & Petrella F. (2001), Quel financement pour les services non marchands ?, *Traverses*, n°161, janvier 2001, pp. 7-9.

5.5. Communications et interventions auprès des acteurs sociaux

Nyssens M. (1998), Une perspective multidimensionnelle de l'insertion dans le champ des services de proximité, colloque du CERISIS, *Les acteurs et leur contexte*, Charleroi, 25 novembre 1998.

Nyssens M. (1999), Le rôle de l'économie sociale dans les initiatives locales d'emploi, *Séminaire du Fonds Social Européen*, Namur, 10 juin 1999.

Nyssens M. (2001), *Quels effets pour les politiques actives d'emploi ?*, MIREC, Charleroi, Mai 2001

Nyssens M. (2001), Services de proximité et économie plurielle, Colloque *Services de proximité, création d'emplois et développement local*, Liège, 18 octobre 2001

Nyssens M. (2001), La lutte contre l'exclusion des jeunes au niveau régional, coopération entre les pouvoirs publics, partenaires sociaux et mouvements associatifs, *séminaire européen organisé par la FIAS-ACFI*, Bruxelles, Novembre 2001

Nyssens M. (2002), *Economie sociale et économie plurielle*, Justice et Paix, 13 juin 2002.

Nyssens M. (2002), *Quel développement pour les services de proximité, L'économie sociale au fédéral*, 1er novembre 2002.

Nyssens M. (2002), Services de proximité et économie plurielle, Vie Féminine, 18 mars 2002.

Oulhaj L. & Petrella F. (2002), Animation de l'atelier *Economie sociale* lors de la rencontre des Régies de Quartier, Novembre 2002

Petrella F. (2001), Animation de l'atelier sur Quels sont les partenariats locaux et les opérateurs de coordination les plus aptes à créer une réponse aux nouveaux besoins ?, Colloque sur les *Services de proximité, création d'emplois et développement local*, Liège, 18 octobre 2001.

Petrella F. (2001), L'émergence du local dans les questions d'emploi et de développement, communication à la conférence sur *L'emploi au niveau local : le rôle des partenaires sociaux*, Louvain-la-Neuve, 5 et 6 juillet 2001.

Petrella F. (2001), La gouvernance locale au Nord : quelles significations dans le contexte belge ?, intervention lors de *l'assemblée générale du Centre de Santé mentale La Pioche*, Marchienne-Docherie, 26 avril 2001.

5.6. Autres services à la société : expertises, formations, conseils

Lhuillier V., Membre du comité de rédaction de la Revue L'association, Groupe d'études et de recherches sur le fait associatif (GERFA), Paris.

Lhuillier V., Membre du comité de soutien de la Revue du Mauss, rubrique économie alternative, Paris.

Lhuillier V., Conseils au montage d'une crèche parentale à Paris, Commission de recrutement et commission financement.

Nyssens M., Petrella F., Membre du Conseil fédéral de l'économie sociale en tant qu'expert scientifique. Dans ce cadre, participation à différentes réunions relatives à la constitution de ce conseil.

Nyssens M., Membre du jury pour le prix de la Fondation pour les générations futures, septembre 1998

Nyssens M., Membre du jury « Activer l'activation », Fondation Roi Baudouin, novembre 1998

Nyssens M., Membre du Conseil Supérieur de l'emploi, 1997 –

Nyssens M., Membre du jury ARCO sur le « non-marchand »

Nyssens M., Membre du Jury Roger Vanthournout « économie sociale »

Nyssens M., Membre du Jury Fondation Roi Baudouin, "Innovation et services de proximité", janvier 2002

Oulhaj L., Membre du Groupe Nord / Sud d'Economie Sociale et Solidaire

Petrella F., Membre du Comité de rédaction de Traverses – Baanbreker, magazine fédéral de l'économie sociale

Petrella F., Membre du groupe préparatoire de l'atelier 2 sur « les partenariats : opportunités et menaces », de la conférence européenne sur l'Economie sociale « European Conference on prospects for the Social Economy within the framework of sustainable development », Gand, 13-14 novembre 2001.

6. Direction de thèses

- Catherine Lefèvre, "qualité de vie et bien- être", Faculté de psychologie en co-promotion avec Pierre Philipot (Avril 2002)

- Francesca Petrella (département des sciences économiques) développement local et économie sociale (Défense prévue 2003)
- Valérie de Briey (IAG) le financement des micro-entreprises dans les pays du Sud en co-promotion avec Robert Cobbaut (Juillet 2003)

PRESENTATION DE L 'EQUIPE CERISIS

Direction

Georges LIENARD
docteur en sociologie, professeur

Equipe Enseignement

- *Responsable de projets*
Bernard DELVAUX, maître en sociologie
- *Chercheurs*
Sophie CHASSE, licenciée en sociologie
Julie COLEMANS, licenciée en sociologie
Magali JOSEPH, licenciée en sociologie et criminologie
Eric MANGEZ, maître en sociologie

Equipe Economie sociale

- *Responsable de projets*
Marthe NYSSSENS, docteur en économie, professeur
- *Chercheurs*
Andreia LEMAITRE, maître en économie
Vincent LHUILLIER, docteur en économie
Leila OULHAJ, licenciée en économie
Francesca PETRELLA, maître en économie
Alexis PLATTEAU, maître en économie

Equipe Insertion

- *Responsable de projets*
Ginette HERMAN, docteur en psychologie, professeur
- *Chercheurs*
David BOURGUIGNON, licencié en psychologie
Christine DALLA VALLE, licenciée en psychologie
Donatienne DESMETTE, docteur en psychologie, chargée de cours invitée
Dany JOURDAN, licencié en psychologie
Georges LIENARD, docteur en sociologie, professeur

Secrétariat

- *Responsable administrative*
Viviane FAUCON
- *Secrétaire gestionnaire*
Pascale ANDRE

PUBLICATIONS

Cahiers du CERISIS

NYSENS M. et PETRELLA F., « L'organisation des services de proximité à Charleroi : vers une économie plurielle ? », *Les cahiers du Cerisis*, 96/1, 1996.

DELVAUX B., DOURTE F., VERHOEVEN M., « Transformation du métier d'enseignant : Pratiques et représentations des intervenants », *Les cahiers du Cerisis*, 96/2, 1996.

GAUSSIN C., « Analyse multidimensionnelle du coût des entreprises de formation par le travail en Wallonie », *Les cahiers du Cerisis*, 97/3a, 1997.

LEFEVRE C., « Un modèle multidimensionnel de la qualité de vie. Analyse des bénéfices des entreprises de formation par le travail en Hainaut », *Les cahiers du Cerisis*, 97/3b, 1997.

« L'enseignement secondaire dans le bassin scolaire de Charleroi Ecoles, élèves et trajectoires scolaires », *Les cahiers du Cerisis*, 97/4, 1997.

JAMINON Ch. et HERMAN G., « Parcours d'insertion et dispositifs. Analyse des pratiques d'insertion socio-professionnelle à La Louvière », *Les cahiers du Cerisis*, 98/5, 1998.

GILAIN B., JADOUL B., NYSENS M., PETRELLA F., « Les services de proximité. Quels modes d'organisation socio-économiques pour quels enjeux ? », *Les cahiers du Cerisis* 98/6, 1998.

GILAIN B., « Les enjeux liés à l'organisation de l'aide à domicile », *Les cahiers du Cerisis*, 98/7, 1998.

DESMETTE D., HERMAN G., « Conditions et effets du développement du Sentiment d'Efficacité Personnelle au cours d'une formation qualifiante », *Les cahiers du Cerisis*, 98/8, 1998.

MANGEZ E., DOURTE F., DELVAUX B., LIENARD G., « Les enseignants et leur métier. Construction d'un questionnaire », *Les cahiers du Cerisis*, 98/9, 1998.

HERMAN G. et VAN YPERSELE D., « L'identité sociale des chômeurs », *Les cahiers du Cerisis*, 98/10, 1998. (Recherche menée en partenariat avec la MIREC)

« Les acteurs et leur contexte. Analyse des processus de transformation réciproque », Textes des conférences du Colloque du Cerisis, Charleroi – 25/11/98, *Les cahiers du Cerisis*, 99/11, 1999.

MANGEZ E., DELVAUX B., DUMONT V. et DOURTE F., « Les enseignants face à la transformation de leur métier. Enquête auprès des enseignants du premier degré », *Les cahiers du Cerisis*, 99/12, 1999.

JADOUL B., « Le financement des services de proximité par les politiques actives d'emploi. Une évaluation du coût pour les pouvoirs publics », *Les cahiers du Cerisis*, 2000/13, 2000.

JAMINON C., « Affiliation et parcours d'insertion : quels processus à l'œuvre ? Analyse longitudinale d'une population ayant transité par un dispositif d'insertion », *Les cahiers du Cerisis*, 2001/14.

DESMETTE D., LIENARD G., « Les parcours d'insertion des chômeurs. Analyse et propositions », *Les cahiers du Cerisis*, 2001/15.

LEFEVRE C., « Qualité de vie multidimensionnelle et formation par le travail. Une étude longitudinale en Hainaut », 2001/16.

DEPREZ A., « Enseignement qualifiant et socialisation. Le cas des services sociaux et familiaux. », *Les cahiers du Cerisis*, 2001/17.

Autres

« La Transformation du métier d'enseignant. Ce qu'en disent les profs », Synthèse du Cahier du Cerisis 99/12, 1999 , 30 p.

DEPREZ A., « La socialisation des élèves dans l'enseignement de qualification. Le cas des sections 'auxiliaire familial et sanitaire' et 'éducation de l'enfance' », Recherche financée par le Fonds Social Européen dans le cadre de l'Objectif 1 Hainaut, Rapport final, Mars 2000.

MANGEZ E., JOSEPH M. et DELVAUX B., « Les familles défavorisées à l'épreuve de l'école maternelle. Collaboration, lutte, repli, distanciation », Recherche financée par le Cabinet Nollet , Rapport final, Octobre 2002.

Livres

LIENARD G. (Ed). (2001), [L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action](#), Mardaga, Sprimont, 287p.

LAVILLE J.L., NYSSSENS M. (sous la direction de) (2001), [Les services sociaux entre associations, Etat et marché. L'aide aux personnes âgées](#), La découverte, M.A.U.S.S./C.R.I.D.A.

CERISIS Info

Depuis novembre 1996, un feuillet semestriel informe des derniers développements des recherches, des publications du Centre et des journées d'étude organisées dans les mois qui suivent.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

CERISIS-UCL

Boulevard Devreux 6
B-6000 CHARLEROI

Direction

Georges LIENARD
0032 (0) 71 20 25 27
lienard@opes.ucl.ac.be

Secrétariat

Viviane FAUCON
0032 (0) 71 20 25 25
faucon@opes.ucl.ac.be

Pascale ANDRE
0032 (0) 71 20 25 26
andre@opes.ucl.ac.be

Télécopieur 0032 (0) 71 20 25 30
Site Web : <http://cerisis.opes.ucl.ac.be>

FORTIS : CERISIS – UCL, Boulevard Devreux 6, 6000 Charleroi
N° 271-0366346-09

Achevé d'imprimer en Septembre 2003